

P. J. PROUDHON
ET LA
CRITIQUE DE LA DEMOCRATIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 9 mars 1933 à 14 heures

par

Pierre BOURGEAU

Président: M. MESTRE, Professeur
Suffragants { MM. J. BARTHELEMY, Professeur
Le BRAS, Professeur

Les Editions Universitaires de Strasbourg
1a, Place de l'Université * Quai du Maire Dietrich 1

STRASBOURG

R. C. Strasbourg 3677

1933

THESE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549908_0064

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

P. J. PROUDHON
ET LA
CRITIQUE DE LA DEMOCRATIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 9 mars 1933 à 14 heures

par

Pierre BOURGEAU

Président: M. MESTRE, Professeur
Suffragants { MM. J. BARTHELEMY, Professeur
Le BRAS, Professeur

Les Editions Universitaires de Strasbourg
1a, Place de l'Université * Quai du Maire Dietrich 1

STRASBOURG

R. C. Strasbourg 3677

1933

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être con-
sidérées comme propres à leurs auteurs.



CHAPITRE I.

LA NAISSANCE DES IDEES

LE CADRE SOCIAL.

«Né et élevé au sein de la classe ouvrière, lui appartenant par le cœur et les affections, et surtout par la communauté des souffrances et des vœux, ma plus grande joie, si je réunissais vos suffrages, serait, n'en doutez pas, Messieurs, de pouvoir désormais travailler sans relâche, avec toute l'énergie de ma volonté et toutes les puissances de mon esprit à l'amélioration morale et intellectuelle de ceux que je me plais à nommer mes frères et mes compagnons...» (1)

Telle est la profession de foi par laquelle Pierre-Joseph Proudhon se présentait en 1837 à l'Académie de Besançon et sollicitait d'elle la pension Suard qui allait lui permettre de continuer ses études.

Il importait, au seuil d'un essai qui posera constamment la question de connaître les véritables sentiments de Proudhon à l'égard du peuple, de l'entendre lui-même déclarer qu'il en était sorti.

Mais il importe aussi de préciser, pour mieux comprendre les idées que nous discuterons par la suite, de quelle famille Proudhon était issu, dans quel milieu il fut élevé, quelles influences purent s'exercer sur sa jeunesse. Car s'il est vrai que les

(1) P.-J. Proudhon : Lettre à l'Académie de Besançon, 31 mai 1837. (Corresp. t. I, p. 32.)

hommes sont pour beaucoup victimes de leur hérédité, encore ne faut-il pas oublier l'influence considérable du milieu, surtout de celui dans lequel se sont écoulées les premières années de l'adolescence, au cours desquelles se forment les idées fondamentales qui dirigeront l'individu jusque dans son âge mûr.



Pierre-Joseph Proudhon naquit à Besançon le 15 janvier 1809, exactement au numéro 9 de la rue du Petit-Battant, comme l'ont prouvés les travaux du bibliothécaire de cette ville, M. Georges Gazier. (2)

Était-il, comme il le proclamait — nous venons de le voir : «Né au sein de la classe ouvrière»? Oui et non. La caractéristique de ce faubourg bisontin de Battant fut longtemps d'être le quartier des vignerons, les «Bousbots» comme on les appelle encore. Le père de Pierre-Joseph, Claude-François Proudhon, Comtois de vieille souche, était lui aussi un vigneron, en ce sens qu'il possédait et cultivait quelque vignoble. Mais il était également un artisan, un tonnelier.

Ainsi donc, Pierre-Joseph pourra plus tard se proclamer de race ouvrière; il pourrait tout aussi bien, et même beaucoup mieux, se déclarer paysan.

D'abord, il en garda toute sa vie l'aspect, gauche, fruste, brusque aussi. Faguet déclare qu'il

(2) Georges Gazier: Les maisons natales de Proudhon et de Fourier.

«sentait le paysan plus que l'ouvrier, quoique fils d'artisan». (3) Et cela n'a rien d'étonnant. Nous verrons qu'il a vécu presque autant à la campagne qu'en ville durant son enfance. En tous cas, sa mère était une authentique campagnarde.

Nous n'aurons garde d'oublier cette Madame Proudhon, née à Burgille, petit village du «pays plat», situé sur un affluent de la Saône, l'Ognon. Alors que le père de Pierre-Joseph ne semble pas avoir été autre chose qu'un honnête artisan, sa mère fut pour lui la directrice avisée de sa jeunesse, celle qui, au milieu des peines et des privations, ayant discerné l'intelligence précoce de son aîné, usa ses forces et réussit à le faire sortir de sa médiocre condition.

Proudhon garda d'ailleurs toute sa vie une profonde reconnaissance à sa mère. A la suite de la naissance d'une de ses filles, il écrivait : «Je l'ai appelée Catherine, du nom de ma mère, à qui je dois tout; j'ai voulu faire honneur à la paysanne que le monde n'a pas connue, et qui en valait une autre». (4)

Ce qui nous intéresse, dans la famille de Proudhon, c'est de constater que lorsqu'il parlera du peuple, il le connaîtra bien ! Encore faut-il remarquer que cette famille était relativement élevée dans l'échelle sociale, et que son père, petit artisan bientôt établi à son compte, n'avait rien du

(3) Faguet: *Politiques et moralistes du XIX^e siècle*, t. III, page 115.

(4) Lettre du 11 mai 1851 à Charles-Edmond. (Corresp. t. IV, p. 57.)

manœuvre logé dans les Faubourgs de nos grandes cités modernes.

Ce qui est aussi très important, puisque nous désirons connaître l'opinion de Proudhon sur la démocratie, c'est l'opinion politique de son père et de ses ascendants. A n'en pas douter — la correspondance en fait foi — Proudhon naquit dans un foyer d'ardent républicanisme. Non seulement son père était un opposant aux régimes d'autorité qui se succédèrent avant 1848, mais il avait dans sa famille maternelle, un aïeul presque célèbre dans la contrée pour la fermeté de ses opinions démocratiques.

C'était son propre grand-père, surnommé «Tournési» à la suite de son passage dans un régiment de ce nom durant les guerres du Hanovre. Il était la terreur des gardes-forestiers. Son village avait admiré autrefois son audace à résister aux prétentions seigneuriales.

Proudhon aime à rappeler le souvenir de ce grand-père qui devait lui ressembler. Il en eut dès sa tendre enfance l'image dans les opinions de sa mère elle-même qui, dit-il, fut «remarquée pour ses vertus et pour ses idées républicaines». (5)

C'est à sa mère également, à l'amour qu'il lui avait consacré, que Proudhon devra d'abord ce sentiment très fort de la famille qui, toute sa vie, semblera s'opposer curieusement à son ardeur révolutionnaire.

(5) Note de Proudhon, citée par Daniel Halévy dans son livre: «La Jeunesse de Proudhon».

C'est enfin dans sa famille qu'il connut dès les débuts de sa vie la pauvreté, et le cortège des misères morales plus encore que physiques, qui l'accompagnaient chez un homme orgueilleux.



On a maintes fois conté les misères de Proudhon durant son adolescence : il n'est pas inutile, en ce qui concerne notre étude, d'y revenir brièvement.

Brasseur en même temps que tonnelier, les difficultés du père de Proudhon commencèrent en 1814, lors du blocus de Besançon par les armées alliées. La bière se vendait mal, puis ne se vendit plus du tout. Et l'honnêteté scrupuleuse du père, qui cédait son produit au prix de revient, ruina rapidement la famille.

Bien que très jeune — il n'avait que huit ans — Proudhon devait se rappeler toujours l'année 1817 : «Famine, écrira-t-il plus tard (6) ; nous allons cueillir des épis de seigle encore verts pour faire du pain.» Puis, 1818 : «Mon père achève de se ruiner en fabriquant de la bière.» Ainsi donc, dès son enfance, Proudhon rencontre, tout d'abord la pauvreté, et bientôt la misère ; c'est cette dernière qui, quelques années plus tard l'obligera à cesser ses chères études intellectuelles, et en fera un ouvrier.

Heureusement, un dérivatif égaya ses très jeunes années : l'amour de la campagne. Il faudrait

(6) Ibid.

citer ces pages d'admirable lyrisme dans lesquelles il décrit sa vie demi-sauvage de jeune enfant satisfait par les biens de la terre : elle sont adressées, sur un ton de mépris ironique et païen à l'archevêque de Besançon lui-même. (7) C'est d'ailleurs à Burgille, pays de sa mère, qu'il passait ce temps délicieux, malheureusement de trop courte durée.

En 1825, il entrait au collège, avec la protection d'un prêtre. C'est sa mère qui, comprenant sa valeur, choisit pour lui cette voie qui devait ouvrir à Proudhon de si larges perspectives — car, s'il continua seul son éducation, on ne peut dire qu'il fut tout à fait un autodidacte.

Mais, au milieu de succès dûs à son intelligence, que d'humiliations sa pauvreté devait lui faire subir !

«Je poursuivais, raconte-t-il, (8) mes humanités à travers les misères de ma famille, et tous les dégoûts dont peut être abreuvé un jeune homme sensible et du plus *irritable* amour-propre. Outre les maladies et le mauvais état de ses affaires, mon père poursuivait un procès dont la perte devait compléter sa ruine.

«Le jour même où le jugement devait être prononcé, je devais être couronné d'excellence. Je vins le cœur bien triste à cette solennité où tout semblait me sourire ; pères et mères embrassaient leurs fils lauréats et applaudissaient à leurs triom-

(7) P.-J. Proudhon : De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise, t. I, p. 404 et suivantes (édition de 1931).

(8) Note de Proudhon, voir *supra* page 9.

phes tandis que ma famille était au Tribunal attendant l'arrêt.»

Que l'on se représente l'état d'esprit de ce garçon de seize ans, honteux de ses gros sabots, obligé d'étudier dans la rue sur des livres prêtés par ses camarades la leçon journalière et qui voyait ses magnifiques dons intellectuels écrasés par la misère toujours plus pressante au foyer familial !

Cette pauvreté qui sera celle de toute sa vie — heureusement atténuée plus tard par la vente de ses livres — restera pour Proudhon un fait profondément injuste ; cette inégalité des conditions de travail le choquera toujours. Non pas, d'ailleurs, qu'il soit de ces utopistes qui croient en une chimérique égalité totale. Mais il cherchera, sur le plan politique et plus encore sur le plan économique, le moyen de réaliser une société plus juste qui ne ruinera pas un brasseur parce que trop honnête et ne privera pas de nourriture intellectuelle l'enfant pauvre et intelligent : l'exemple de son père et le sien propre seront pour lui un stimulant à rechercher passionnément ce qu'il croyait être la vérité.

II

LE MILIEU PHYSIQUE ET L'EDUCATION.

M. Daniel Halévy dans son admirable livre sur la «Jeunesse de Proudhon» note l'influence locale et régionale sur les sentiments de ce dernier.

«Bonnes et braves gens, écrit-il (9), beaux et bons lieux. Voici Besançon, la vieille capitale provinciale active et grave. Voici, sur la rive opposée, les toitures serrées de Battant. Promenons-nous dans ce vieux faubourg. Depuis cent ans, il n'a guère changé; pas d'usines, de hautes maisons ni de casernes, rien qui ressemble à ce peuple ouvrier qui s'entasse aujourd'hui aux portes de nos villes, et fabrique pour elle. Un «faubourg», c'était dans l'ancienne France, tout autre chose; une sorte de liaison entre la ville et la campagne; une rue aérée et bientôt une route.»

Le faubourg de Battant n'a guère changé en effet; voici la maison où naquit le pamphlétaire, dans la plus triste rue d'un quartier qui ne brille pas par son luxe. Une grande cour n'y donne que peu de gaîté, car elle est située en contre-bas. Comme on comprend la joie du jeune citadin partant garder les troupeaux dans les pâtures de Burgille!

Mais le petit Bisontin pouvait descendre sa rue étroite et aller contempler sur les rives du Doubs,

(9) D. Halévy: La Jeunesse de Proudhon, p. 9.

les premières collines du Jura qui dominent la vieille cité : au-dessus des toits si caractéristiques, rapidement inclinés pour viter les lourdes charges de neige, il pouvait apercevoir le chef-d'œuvre de Vauban couronnant un chef-d'œuvre de la nature : l'admirable citadelle, dont les contre-forts abrupts sont l'image même de ce caractère franc-comtois qu'il représenta si exactement, comme nous allons le voir, même dans ses outrances.

Le faubourg de Battant était la liaison entre Besançon et la Franche-Comté ; il importe, pour bien comprendre Proudhon, de savoir à quel point il était Bisontin et Franc-Comtois.

Il doit d'abord à sa province le goût du travail, et même du travail difficile. Il n'y a pas longtemps que les paysans du Jura sont riches. Obligés de labourer, de semer, de récolter entre les neiges d'avril et celles de novembre, leur âpre labeur a formé leur caractère.

Comme ses ancêtres campagnards, Proudhon était dur à la tâche ; il mettait dans toutes ses œuvres une belle opiniâtreté. Un vieux mot du patois bisontin, justement relevé par M. Halévy, lui va à merveille : il était «cudot», c'est-à-dire entêté. Mais «cudot» jusqu'au bout, voire jusqu'à la prison — sa vie le prouvera.

C'était aussi un emporté, autre trait de caractère assez curieux du Franc-Comtois. Non plus cette fois dû au travail de la «montagne», mais au contraire aux agréments de la «côte», de ses coteaux calcaires, descendant des cimes neigeuses comme de gigantesques marches, et dont les dernières

portent le vignoble autrefois célèbre, encore célèbre à Arbois.

A ces deux qualités — ou défauts — caractéristiques du Franc-Comtois, Proudhon en ajoutait un troisième, non moins fréquent : le goût, le besoin de l'indépendance, héritage cette fois du pâtre libre sur sa montagne, comme lui-même avait connu une libre enfance dans les champs de Burgille. Ce sens de l'indépendance, ce mépris de l'obéissance à la force, on les retrouve dans toute l'histoire de sa province : tels ces vigneronns d'Arbois assiégés par l'armée du Roi de France et à qui l'assiégeant demandait qui commandait la place : « Nous sommes tous chefs, » lui fut-il répondu. (En patois bien entendu.)

Proudhon est donc redevable à sa petite patrie, à la fois de son opiniâtreté, de sa violence — toute verbale en vérité — et de son goût de l'indépendance. On pourrait dire aussi de son orgueil, encore que cette caractéristique soit moins nettement régionale.

Il faut d'ailleurs reconnaître que lui-même a admis cette influence, comme lui-même a toujours gardé tant pour Besançon que pour sa province une filiale affection. Et c'est à Besançon, ou à Burgille qu'il désirait revenir à la fin de sa vie, fatigué et malade des ennuis de Paris.

✱

* *

Cette indépendance de pensée qui constitue l'un des fondements du caractère de Proudhon ne fut

pas bridée dans sa famille, dont le père ne semble pas avoir été un véritable chef.

Sur un point notamment, toute liberté lui fut laissée : c'est en ce qui concerne la question religieuse.

Ce serait cependant une erreur de croire que l'ardent ennemi de l'église a puisé dans sa famille la haine du clergé. La foi y était bien un peu frondeuse, mais une de ses lettres nous apprend qu'on y faisait la prière en famille. Lui-même n'a-t-il pas écrit, bien que déçu par la lecture de Fénelon : « Je sentais Dieu, j'en avais l'âme pénétrée. »

Il est probable que ce furent d'abord de petites déconvenues qui le détournèrent de ceux qui enseignent, avec la foi, la charité chrétienne. Témoin cette anecdote frappante que nous rapporte M. Daniel Halévy, auquel on revient toujours : (10)

« Certain jour (c'était la Fête-Dieu), les élèves des écoles, collèges ; les bourgeois en habits bleus et boutons d'or ; les notables, les fonctionnaires, le haut clergé revêtu d'aubes éblouissantes, ceinturé d'argent et d'or, le bas clergé ; la jeunesse de qualité, poudrée, frisée, les militaires en grand uniforme, se massaient devant la cathédrale pour suivre la procession, et les prêtres, traversant, maniant cette foule docile, l'ordonnaient suivant les usages. Tout s'arrangeait à leur gré, sauf un détail ; aucun gamin, même le plus chétif, n'acceptait l'emploi de porter la braise et les pincettes à côté des brûle-parfums que d'heureux élus s'apprê-

(10) D. Halévy : La jeunesse de Proudhon, page 9.

taient à balancer devant le Saint-Sacrement. Cet ennui ridicule embarrassait les prêtres, Proudhon s'offrit : «Donnez-moi la braise et les pincettes,» dit-il, tout office lui semblant beau au service de Dieu, et «la procession ne pouvant se passer non plus du réchaud que de l'ostensoir.»

Ainsi fit-il, et marcha humblement à travers les rues de Besançon. «Il me semblait, conte-t-il, qu'à l'exemple de je ne sais plus quel ancien à qui ses concitoyens avaient confié le curage des égoûts, j'allais illustrer ma charge.» Or, que vit-il? Les bonnes gens, amis, clients de son père, le reconnaissant au passage, lui jetaient de malins clins d'œil et, au retour, ayant quitté le surpli blanc, il s'aperçut que ses camarades, ses professeurs, les prêtres même, se moquaient de lui.»

C'est ainsi qu'au seuil même de la jeunesse, Proudhon, fier d'être humilié au service de Dieu, voit sa modestie bafouée par ceux-là même qui auraient dû l'en louer. Et c'est essentiellement son goût de la Justice, si fort dans son âme de petit paysan comtois, qui se trouva définitivement heurté dans l'église qu'il devait si âprement combattre par la suite.

Ainsi naissent souvent, d'un choc sentimental chez une âme jeune et sensible, les idées qui détermineront le cours de la vie.

*

* *

Le goût de Proudhon pour la liberté et l'indépendance devait se développer dans l'atmosphère familiale.

Si son père était d'une honnêteté scrupuleuse, il ne semble pas avoir admirablement conduit, au milieu de difficultés d'ailleurs grandes, la famille dont il avait la charge. Il semble surtout qu'il ne se soit pas particulièrement préoccupé de diriger, voire de combattre, la nature déjà difficile du jeune Pierre-Joseph.

Enfin, nous savons que c'est à sa mère que ce dernier doit d'avoir pu commencer dans un collège une instruction qu'il devait achever tout seul.

Mais la famille — surtout celle de cette époque — est en général pour l'enfant, à la fois un exemple qu'on lui propose de suivre et un cadre qui le soutient tout en le limitant. Proudhon apprit de bonne heure à se reposer essentiellement sur lui-même de la conduite à tenir devant la vie.

Par là se développa en lui ce goût de la liberté, dont il devait faire plus tard un si grand étalage, à la fois par la hardiesse de ses livres et par l'indépendance de ses actions. Ceux qui aiment en Proudhon, non peut-être toujours les idées, mais en tous cas le caractère, doivent se féliciter de ce qu'une vie familiale assez lâche ait permis ainsi le complet développement de sa personnalité morale. Et en ce qui concerne son opinion sur la démocratie, il est indéniable que c'est à son désir de la liberté absolue qu'il doit de l'avoir si nettement combattue. Nous verrons pourquoi.

*

* *

Mais l'influence de sa famille se fit sentir sur un autre terrain; c'est au milieu d'elle, en contemplant son père mi-vigneron, mi-ouvrier, en voyant travailler ses parents de la campagne dans les champs de Burgille qu'il prit le goût du travail manuel. Car il est remarquable de constater combien Proudhon, grand lecteur dans sa jeunesse, écrivain considérable dès sa trentième année, aima le travail manuel.

Dès la sortie du collège où, malgré tant de difficultés matérielles, il avait appris au moins la langue française, Proudhon était obligé de travailler, et ses préférences le poussèrent vers l'imprimerie.

Ne pouvait-il ainsi continuer, en imprimant les livres des autres, à s'instruire et à apprendre? Mais il faut comprendre que pour lui, travail manuel était synonyme de liberté. Et d'une liberté qu'il n'estimait ainsi payer trop cher, car il aimait ce travail pour lui-même, en même temps que pour les avantages qu'il lui procurait.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'il ait été un bon ouvrier! En tous cas, le passage suivant du beau livre de Sainte-Beuve, en fait foi : (11)

«J'ai sous les yeux le livret contenant 16 feuillets cotés et paraphés délivré à Proudhon âgé de 21 ans 1/2, à la mairie de Besançon, le 21 septembre 1830, en qualité de *compositeur*. On y lit,

(11) Ste Beuve: P. J. Proudhon: sa vie et sa correspondance, p. 19 note I.

pour l'année 1831 et 1832, les attestations des patrons chez qui il a été successivement employé, tant à Besançon qu'à Neuchatel (Suisse), à Marseille et à Draguignan. On n'y voit que des marques de satisfaction.»

Quel plus beau titre de gloire, pour le théoricien dont la doctrine repose entière sur la *valeur du travail*, que d'avoir, dans sa jeunesse, été un bon ouvrier, et d'avoir aimé le travail manuel?

*
* *

Ainsi fut «éduqué» — si l'on peut ainsi s'exprimer — Pierre-Joseph Proudhon. Une atmosphère familiale dont l'intimité n'était pas exclusive d'une grande liberté, une enfance campagnarde, une adolescence partagée entre les pénibles études dans un collège bourgeois, et l'apprentissage aisé d'une profession manuelle, enfin une ville et une province d'un caractère trop profondément marqués pour ne pas laisser une trace chez ceux qui en sont issus — telles furent les influences principales subies par Proudhon avant son entrée dans la vie.

Voyons maintenant comment celle-ci a modelé un tempérament d'autant plus intéressant qu'il influe directement sur son œuvre.

III

LA VIE ET LE CARACTERE.

La jeunesse de Pierre-Joseph Proudhon n'avait pas toujours été facile : tandis que la misère s'installait au foyer paternel, il voyait s'écrouler ses rêves de travail intellectuel malgré les promesses qu'il avait données au collège.

Sa vie ne devait pas être meilleure, mais c'est incontestablement lui qui l'a voulu ainsi. Quand on voit avec quelle indulgence furent accueillis ses premiers ouvrages révolutionnaires par les bourgeois et les ecclésiastiques qui le protégeaient alors, quand on sait que la vente de ses livres aurait pu lui permettre assez vite une certaine aisance, on ne peut s'empêcher de penser que la vie de pauvreté — parfois même de condamné — qu'il a menée jusqu'à sa mort a été pour ainsi dire, désirée par lui.

Par son terrible caractère plutôt. Proudhon fut constamment victime durant sa vie de sa promptitude, de son goût de l'indépendance, de son orgueil, de son entêtement.

Nous avons déjà noté combien ces défauts — ou ces qualités — étaient spécifiquement franc-comtois ; hérités du sol natal, une vie difficile ne devait pas les émousser chez Proudhon, au contraire.

Il entre dans la littérature par un petit livre d'une audacieuse violence en 1840 — il a 31 ans ;

— il est pensionnaire depuis deux ans de l'Académie de Besançon qui lui a offert 3 ans d'études à Paris en lui accordant le prix fondé par Suard. Une vie régulière, «bourgeoise», aisée, d'écrivain sociologue ou de philosophe, s'ouvre normalement devant lui.

Mais il commence son premier «Mémoire sur la Propriété» par la phrase célèbre : «La Propriété, c'est le vol.» Proposition d'ailleurs longuement expliquée par lui dans ses ouvrages suivants, et dont on a toujours trop exploité la lettre, sans rechercher l'esprit. Mais proposition cependant dont il est bien difficile de nier qu'elle n'ait été volontairement agressive.

En 1841, en 1842, ce sont les 2^e et 3^e Mémoires sur le même sujet qui, après l'avoir brouillé avec l'Académie de Besançon, le mènent sur les bancs de la Cour d'Assises du Doubs. Toujours indulgents à son égard, ses compatriotes l'acquittent.

Son orgueil n'en est pas diminué. Certes, il écrivait en 1838 : «Proudhon accoutumé dès l'enfance à aiguïser son courage contre l'adversité, n'aura jamais l'orgueil de se croire un génie dédaigné et méconnu.» (12) Comme il se connaissait mal ! C'est le même homme qui s'écriait trois ans après :

«Sur le rapport de la logique, je crois n'avoir encore rien fait d'aussi bien» (13) et mieux encore : «C'est Beaumarchais, c'est Pascal qui sont mes

(12) Lettre à l'Académie, voir page 6.

(13) Lettre du 31 janvier 1841. (Corresp. t. I, p. 296).

maîtres ! Mais quel avantage j'ai sur eux ! Je fais intervenir le monde entier dans mes écrits.» (14)

Comment s'étonner que son orgueil, dont il fait un étalage quelque peu puéril, arrive à lui faire écrire la phrase suivante :

« Vous trouverez chez moi des choses inouïes jusqu'à ce jour dans le monde des penseurs. » (15)
Ce qui est vrai d'ailleurs, mais assez curieux à entendre dire par l'auteur lui-même.

Et les livres se succèdent, augmentant sa notoriété, s'ils ne remplissent pas encore son escarcelle. En 1847, le voilà journaliste, et pour une curieuse raison : « C'est parce que je suis irrité contre le journalisme que j'embrasse cette profession comme Juvénal qui, de colère, s'est fait satirique. »

Voilà Proudhon peint par lui-même : homme vif, emporté, plein d'orgueil et possédé du génie de la contradiction, que l'on retrouve dans toute son œuvre.

1848 est pour lui une pierre de touche : la Révolution, qu'il avait appelée à grands cris, est arrivée, mais différente de ce qu'il pensait. Aussi, méfiant, n'y participe-t-il pas. Encore ne peut-il se dérober quand quatre ouvriers, tout chauds encore de l'émeute, lui offrent le 26 février un journal : « Le Représentant du Peuple. » Mais Proudhon sent que la victoire échappe justement à ce peuple. La France retombe dans « d'ornière » traditionaliste

(14) Lettre du 16 mai 1841. (Corresp. t. I, p. 329).

(15) Lettre à son ami Ackerman, 25 novembre 1843. (Corresp. t. II, p. 109).

et Proudhon, élu député le 4 juin, scandalise à ce point l'Assemblée que les plus sages représentants en perdent le contrôle de leur paroles pour le mettre à l'index. (16)

Naturellement, il est ravi, car il n'a jamais craint le scandale et a parfois — comme en l'espèce — réussi à le provoquer.

En 1849, tandis que se réorganise la société bourgeoise quelque peu bousculée par la Révolution, Proudhon tente l'application de certaines de ses idées dans la très curieuse «Banque du Peuple» qui est d'ailleurs un échec total.

Mais il est beaucoup plus intéressant, pour comprendre le développement de la pensée politique de Proudhon, de le suivre à la prison de Sainte-Pélagie où il fut envoyé le 28 mars 1849 (pour trois ans) par un arrêt de la Cour d'assises de la Seine.

Le voilà donc, pense-t-il, martyr de ses idées ! «Martyre» d'ailleurs particulièrement adouci car en ce temps de Révolutions successives on ménageait des condamnés politiques qui pourraient devenir les maîtres du lendemain. C'est ainsi qu'en décembre de cette année 1849, il se mariera dans cette prison même.

Mariage qui aurait pu avoir sur lui une influence particulièrement heureuse et calmante — car il lui fera aimer davantage la vie de famille. N'est-ce pas lui qui écrira, après dix ans de mariage :

«...Une femme est un ange pour un homme. Souvenez-vous de ce que je vous ai dit : que j'ai

(16) C'est à cette date qu'il écrit : «Solution du Problème Social».

gagné au mariage de travailler une fois de plus que je ne faisais dans le célibat.» (17)

Quant à ses enfants, écoutons avec quel amour il parle d'eux :

«...J'ai une petite fille de quatre ans, d'une superbe apparence ; je ne t'en dis pas davantage, à toi, homme d'amour, de vie intérieure et de famille. Tu devines que la captivité ne m'est plus à peu près rien.» (18) Curieuse profession de foi, répétée d'ailleurs souvent dans une correspondance où l'on saisit sur le vif son caractère mieux que dans ses livres. Cette résonnance familiale, morale, il ne faut jamais l'oublier quand on pense à ce grand destructeur, à cet «anarchiste» que fut Proudhon.

Cette captivité cependant, qui va d'ailleurs lui permettre de rédiger deux ouvrages essentiels : «Les Confessions d'un Révolutionnaire» (1849) et l'«Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle» ne va pas atténuer une caractéristique de plus en plus accusée de Proudhon qui est la mauvaise humeur, l'irascibilité.

Dès 1840, il écrit : «Quand le lion a faim, il rugit.» D'une curieuse correspondance entre Proudhon et son oncle Melchior, dont l'âge tempère l'ardeur révolutionnaire, il résulte que dans sa famille même il est considéré comme tel : «... car vous êtes, dit en effet Melchior Proudhon, suivant votre propre aveu, pamphlétaire inexorable, utopiste métaphysicien, détracteur de tout gouvernement quand

(17) Lettre du 28 juillet 1860. (Corresp. t. X, p. 118).

(18) Lettre du 16 février 1851. (Corresp. t. IV, p. 28).

même.» (19) Et plus tard : «Vous ne vous doutez peut-être pas que vous êtes atteint d'une monomanie révolutionnaire à un degré au delà de toute expression.» (20)

La rude franchise du vieux paysan franc-comtois n'atteint pas Proudhon. Cette mauvaise humeur, il trouve légitime de l'exprimer dans ses écrits et d'en flageller la société. Elle s'accroît d'ailleurs de ses ennuis d'argent. Quoiqu'on en ait dit, Proudhon fut pauvre toute sa vie.

Si, en 1840, pour voir un de ses amis, il fait à pied les 370 km. qui séparent Besançon de Paris — pour le manquer d'ailleurs — si, cette même année, il déclare que le port des lettres (2 francs d'alors «de gêne» (21), il n'est guère de différence un peu plus tard. Ses lettres le prouvent.

«Pourriez-vous me procurer une place de commis à 4.000 francs d'appointement?» écrit-il à Charles-Edmond peu après sa sortie de prison. (22)

Or, quoiqu'il dise : «Nous sommes pauvres, mais nous ne mettons pas d'orgueil dans notre pauvreté,» (23) cette pauvreté sera toute sa vie le stimulant de sa lutte contre une société qui rémunère si mal les bons écrivains ; c'est en cela qu'il est intéressant de la noter au passage.

Par ailleurs, il importe de souligner en quelques mots, les bons rapports qui furent de règle entre

(19) Correspondance entre Proudhon et son cousin Melchior. (1844).

(20) *ibid.* (1848).

(21) Lettre du 12 février 1840. (Corresp. t. I, p. 181).

(22) Lettre du 2 novembre 1853. (Corresp. t. V, p. 278).

(23) Lettre à Suchet, 3 octobre 1854. (Corresp. t. VI, p. 73).

Proudhon et Napoléon III. Ils sont évidemment curieux et ne s'expliquent pas seulement par les tendances d'un certain caractère social qui marquèrent toute sa vie l'empereur, mais aussi par le désir de Proudhon de scandaliser ses «amis» républicains.

C'est ainsi que le 26 septembre 1848, peu de temps après l'esclandre qu'il provoqua à l'Assemblée Nationale, Proudhon eut avec le prince Louis-Napoléon, une entrevue qui, si elle ne devait pas donner beaucoup de fruits, est assez caractéristique. En 1851, le 28 décembre, dans sa confortable prison de Sainte-Pélagie, il reçoit le duc de Morny. En 1852, Napoléon III lui prouve sa bonne volonté en autorisant la parution d'un livre pourtant nettement révolutionnaire : «La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre.» Enfin, en 1860, il le gracie de sa troisième condamnation pour délit de presse.

Peut-être cette mansuétude, qui contraste dans l'esprit de Proudhon avec les difficultés qu'il trouva avec les Républicains, eut-elle une certaine influence sur ses idées politiques. Et puisque nous en sommes justement à dénombrer ces influences, il est impossible de passer celle-là sous silence.

Malheureusement, un ennui plus cruel que tous les autres va bientôt s'attaquer à Proudhon, aigrissant définitivement son caractère ; à partir de 1854, il est réellement malade. Cette année-là, le choléra l'avait laissé considérablement affaibli ; bientôt ce sont les nerfs qui seront atteints, en même temps que le cœur.

Il s'en rend compte et en souffre. Ses lettres, particulièrement dans les années 1856 et 1857, témoignent de ses regrets de se sentir ainsi atteint.

«J'ai une maladie nerveuse et cérébrale, qui, malgré les apparences de santé, ne me permet pas de m'occuper plus de 3 ou 4 heures par jour.»

«Un rien m'ébranle le cerveau et me met sur les dents,» (24) écrit-il, et il ajoute un mois plus tard «Toujours ma pauvre cervelle qui me refuse le service.» (25) C'est à ce point que certains biographes de Proudhon (26) ont cru devoir rappeler qu'un de ses cousins était mort fou en 1848, et son oncle de même.

On ne pourrait pourtant aller jusqu'à le croire atteint de trouble mental. Lui-même s'en défendait d'ailleurs dès 1840 dans sa correspondance avec son cousin Melchior : «Tandis que moi, chétif, j'ai beau faire et beau dire, on me croit le timbre fêlé...» Mais cette hérédité, et cette maladie nerveuse indiscutable expliquent certainement les changements, les divergences, les contradictions qui fourmillent dans ses œuvres.

Après cette étude rapide, mais nécessaire, de la jeunesse et de la vie de Pierre-Joseph Proudhon il reste, pour compléter cette exposition, à considérer de plus près les sentiments qui, chez ce grand sensitif, ont si souvent dominé les idées.

(24) Lettre du 14 février 1857. (Corresp. t. VII, p. 218).

(25) Lettre du 21 mars 1857. (Corresp. t. VII, p. 230).

(26) E. Droz.

IV

LES SENTIMENTS DOMINANTS.

Lorsque Proudhon recueille, à 21 ans, les élogieux certificats que nous avons reproduits (27), il est certain que son amour du travail est l'une des dominantes de sa vie.

Amour du travail en ce qu'il est bien fait, soigné et aussi en ce qu'il est intelligent. Proudhon jette par avance l'anathème sur ce machinisme dont il ne pouvait prévoir d'ailleurs le terrible et aveugle développement, mais dont il comprenait déjà le réel danger pour la valeur de l'ouvrier.

Car c'est précisément le travail, et la qualité de ce travail qui rendent l'ouvrier sacré à Proudhon ; c'est parce qu'il a pratiqué lui-même, aimé ce travail manuel, qu'il en sent tout le prix et qu'il s'efforce d'en dégager la valeur propre dans ses théories économiques.

Mais tel n'est point le sujet de cette étude. Beaucoup plus importante pour elle est la passion de Proudhon pour la liberté.

Ah, cette liberté, qu'il qualifie de « sainte », comme il y tient toute sa vie ! Liberté, d'abord, de dire et d'écrire tout ce qu'il lui plaît dût-il choquer et peiner ses protecteurs et ses amis.

(27) Voir *supra*, page 19.

Cette liberté est plus importante encore pour lui que celle d'agir à sa guise ; car il ne semble pas avoir tellement souffert des années de prison qu'il a subies — puisqu'il y pouvait écrire.

Ce goût de la liberté, il l'a puisé pour beaucoup dans le sol de sa petite patrie, et dans les habitudes de son enfance ; petit berger libre menant paître son troupeau dans la vallée de l'Ognon, jeune homme travaillant — ou vagabondant — dans une famille quelque peu fantaisiste, Proudhon est un homme qui n'a jamais su ni voulu brider en lui quoique ce soit, et d'abord les idées.

Or, cette notion de liberté est essentiellement à la base de toutes les théories de Proudhon et particulièrement de ses théories politiques. On sent combien lui est insupportable toute tutelle, par là-même toute hiérarchie : ce qu'il déteste le plus dans la Société, dans l'Etat, dans l'Eglise, c'est la part d'individualisme qui est étouffée par leur construction organique.

Il estimait d'ailleurs que cette liberté personnelle allait diminuant. Se plaignant de voir sa génération «manquer d'un Voltaire» et ne plus rien savoir apprécier «avec le regard d'une raison indépendante et moqueuse,» il s'écrie : «En perdant notre esprit, nous avons perdu notre liberté.» (28)

Aussi, cette liberté, lui donnera-t-il une place essentielle, éminente, dans ses théories et dans ses œuvres. C'est par passion pour elle qu'il ira jusqu'à nier la souveraineté de l'Etat et à se procla-

(28) P. J. Proudhon : *Confessions d'un Révolutionnaire*, p. 341. (Ed. de 1929).

mer partisan de l'*anarchie* : «La liberté est anarchie,» écrit-il déjà dans son *Mémoire* de 1840. Cette idée devait se développer toute sa vie.

Ce qui est très important, en ce qui concerne les théories de Proudhon sur la démocratie, c'est de comprendre dès l'abord combien il préférerait la liberté à l'égalité — se distinguant ainsi nettement des théoriciens socialistes modernes.

A vrai dire, s'il n'a pas un désir très net de réaliser l'égalité — au sens politique du terme — il enferme ses aspirations à cet égard dans un grand désir de Justice. De même, qu'il souffre d'un manque de liberté, Proudhon ne peut supporter l'injustice, sous toutes ses formes. Et bien entendu, en premier lieu celles qu'il subit ! Lorsqu'on a déformé sa pensée, sciemment ou non, plus encore quand on méprise la valeur de ses arguments, il faut voir avec quels rugissements le pamphlétaire réclame pour lui cette justice à laquelle il tient si fort.

Pour les autres aussi, Proudhon veut la Justice et c'est en partant de ce principe, placé au frontispice d'un de ses plus grands livres (29), qu'il échaffaude ses théories économiques comme ses théories politiques. Mais cette Justice est entendue dans un sens d'autant plus vague qu'elle est plus élevée, et n'est jamais confondue avec la simple égalité.

Amour du travail, de la liberté et de la justice, tels sont les grands sentiments qui ont dominé la

(29) De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise, (1858).

vie de Proudhon. Peut-être faut-il ajouter, au moins pour être complet, qu'il détestait deux institutions très puissantes : l'Eglise, — nous le savons déjà — et l'Armée. Contre celle-ci également il nourrissait un ressentiment personnel que M. Daniel Halévy a relevé dans les notes du jeune Proudhon.

«Mort de mon frère. Nous n'en avons jamais pénétré la cause que nous attribuons toujours à des démêlés avec son capitaine au sujet de la comptabilité ; le capitaine était un voleur. Cette mort achève de me rendre irréconciliable ennemi de l'Ordre actuel» (30).

«Irréconciliable ennemi de l'ordre actuel»... Dans l'Armée, comme dans la religion, c'est donc «l'ordre actuel» qu'il déteste, c'est lui qu'il veut changer.

Mais nous verrons — et il est intéressant de noter dès maintenant — que si Proudhon aspire à un changement, à un bouleversement de la société de son temps, il ne veut pas que ce changement ne soit que d'apparence, ne porte que sur les mots, même sur les idées politiques seules.

C'est pourquoi il cherchera avec ardeur cette «solution du problème social» sur un terrain qu'il considère comme infiniment plus élevé et plus intéressant que le terrain politique, et c'est pourquoi nous le verrons considérer comme insuffisant ce moyen qui semblait un grand progrès aux révolutionnaires de son époque : l'établissement de la Démocratie.

(30) D. Halévy : La Jeunesse de Proudhon, p. 104.

Aussi devons-nous marquer dès ce début l'originalité foncière de notre auteur Franc-Comtois. Et M. Albert Thibaudet, qui le déclare pourtant « Français moyen » a raison de le juger « impossible dans un autre pays que le nôtre, du seul fait qu'il a des idées originales et qu'il ne pense pas en série » (31).

Si Proudhon est quelquefois rebutant par la complexité et l'apparente inconséquence de ses théories, que d'idées nouvelles, toujours frappantes, parfois pénétrantes se découvrent successivement à ceux qui ont la patience de dépouiller ses œuvres dans leur complexité !

Et cela d'autant plus qu'un style d'une richesse parfois incomparable est mis au service de cette pensée originale.

Nous en signalerons de magnifiques exemples ; et parmi eux spécialement les passages dans lesquels la griffe puissante du pamphlétaire ne fait pas qu'égratigner les hommes et les institutions auxquelles il s'attaque.



Ainsi, nous apparaît, au terme de ce préambule, le caractère et les idées fondamentales de celui dont nous allons maintenant étudier une partie de l'œuvre.

Franc-Comtois de race et de tempérament, batailleur, irascible, orgueilleux — mais passionnément original dans sa pensée, Proudhon est surtout

(31) A. Thibaudet: *Les Idées Politiques de la France*, p. 170-171.

considéré, et ce à juste titre, comme un maître de la Sociologie.

Mais son œuvre est si vaste qu'il nous a paru intéressant de chercher à dégager ici ses idées politiques, qui semblent heurter parfois curieusement ses théories sociales. Nous verrons que ce heurt est plus apparent que réel, et tout l'effort de cette étude consistera à expliquer combien, au delà de contradictions verbales certaines, la pensée proudhonienne est puissamment logique, et infiniment éloignée de la folie dont on a été jusqu'à vouloir l'accabler.

Cherchons donc maintenant dans cette grande œuvre, le fil conducteur qui nous permettra de saisir la pensée politique de Pierre-Joseph Proudhon. Cherchons à comprendre pourquoi, tout en lui donnant certains gages, ce grand révolutionnaire a fustigé comme personne la Démocratie.

CHAPITRE II.

POSITION DU PROBLEME.

I.

QU'EST-CE QUE LA DEMOCRATIE?

Il semble aisé, à première vue, de définir la Démocratie. Pourtant rien n'est plus dangereux, ni plus difficile que de tenter d'enfermer dans une brève formule une pensée d'autant plus puissante qu'elle fut créatrice d'un système pratiquement réalisé aujourd'hui.

Et cependant, il importe, d'une manière essentielle, d'esquisser cette définition sans laquelle aucun point de départ n'est possible dans notre discussion. Mais il ne faut pas perdre de vue que la Démocratie est à la fois une idée — voire un idéal politique — en même temps qu'une forme de gouvernement. Précisons d'abord l'idée.

La démocratie, c'est le système politique dans lequel le pouvoir est confié au peuple tout entier. Il semble en effet logique d'interpréter le mot peuple, non pas dans un sens étroit correspondant à «Prolétariat», mais dans le sens large; c'est donc le pouvoir confié à *toutes les classes* de la société.

Cette définition correspond assez exactement à celle proposée par M. Ed. Bernstein, précisément au sujet d'une polémique qui ressemble à notre propre discussion. «Nous obtiendrons un sens plus précis, écrit cet auteur, au moyen d'une définition négative, en traduisant «Démocratie» par «absence

de gouvernement de classe». Et il ajoute : «La majorité respecte la minorité» (1).

Dans cette même revue, si intéressante, du «Mouvement socialiste», Kautsky répondant à Bernstein donne cette précision — très importante en ce qui concerne cette étude : «Il faut joindre à l'égalité des droits *la soumission du gouvernement à la volonté du peuple*, pour qu'on puisse parler de Démocratie» (2).

La manière précise dont tous ces théoriciens du socialisme nuancent leur définition de la Démocratie, prouve surabondamment combien il est délicat de définir cette dernière. On pourrait d'ailleurs discuter leurs diverses propositions et notamment celle de Kautsky ; pour Proudhon, certainement, le gouvernement n'est pas soumis à la volonté du peuple en Démocratie, car, dans ce cas, le principal reproche qu'il articule contre cette dernière tomberait de lui-même. Pour notre auteur, nous le verrons, en effet, dans le chapitre III, on ne peut exprimer clairement la volonté du peuple, car tous les systèmes qui s'y sont efforcés ont plus ou moins trahi cette volonté, en faveur du gouvernement lui-même.

Mais la discussion n'est pas encore ouverte, puisqu'il nous faut d'abord poser le problème. Contentons-nous donc pour l'instant de cette formule un peu longue : la Démocratie est le pouvoir *politique* donné au peuple dans sa généralité. Lors de la discussion, nous citerons la définition de Proudhon

(1) Ed. Brenstein: «Le Mouvement socialiste; 1^{er} Avril 1899.

(2) Kaufsky: Vorwärts, 18 mars 1899: «Le Mouvement socialiste» du 15 avril).

lui-même, essentielle à connaître en l'espèce même si elle ne semble pas parfaite en soi.

Comment cette démocratie est-elle pratiquement réalisée — puisque depuis l'époque où écrivait Proudhon, elle a conquis droit de cité presque partout ; à n'en pas douter, par le *suffrage universel* direct, réalisant l'égalité politique par le système le plus simple — Proudhon dirait le plus simpliste !

Or, c'est justement ici que se pose le problème que nous allons essayer de résoudre. Pierre-Joseph Proudhon, enfant du peuple — c'est lui qui l'affirme — esprit hardi s'il en fût en matière sociale, partisan d'une évolution totale, pour ne dire comme lui d'une Révolution de la Société, se sépare nettement sur ce point de ceux que l'on pourrait à première vue considérer comme ses amis politiques.

Cette contradiction nous étonne d'autant plus que nous sommes habitués aujourd'hui à entendre les mêmes théoriciens confondre, volontairement d'ailleurs, Socialisme et Démocratie, considérés comme deux formes jumelles du progrès.

Il importe donc d'essayer, remontant le cours des années, de comprendre à cet égard, la mentalité d'un homme de 1848, pour lequel la contradiction était moins absolue qu'elle ne l'est actuellement, mais existait déjà.

A ceux qui voyaient en effet dans la Démocratie une étape vers le progrès socialiste, Proudhon répondait en accablant cette Démocratie des traits

les plus acérés, et la frappait avec une terrible clairvoyance.

Il est nécessaire d'en donner ici quelques exemples particulièrement typiques et choisis dans l'ensemble de son œuvre.

II.

ANATHÈMES CONTRE LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

S'il est une matière en laquelle Proudhon doit être reconnu comme un maître, c'est dans l'art de la polémique. Peu d'écrivains ont pratiqué comme lui, l'art des formules incisives et des apostrophes variées, mais toujours violentes — et qui portent juste.

Proudhon a eu, dans sa vie, un certain nombre de «bêtes noires», comme par exemple les propriétaires, ou plus exactement les «mauvais» propriétaires. Mais il a, sans contredits, réservé ses coups les plus durs au Suffrage Universel, expression même de la Démocratie.

Il n'est que de le laisser parler pour s'en convaincre. Et — fait remarquable — les termes de sa jeunesse sont presque ceux qu'il emploiera à la veille de sa mort — avec cette nuance, toutefois, que ses sentiments iront plutôt s'exaspérant.

Dès juin 1832, après les sanglantes et inutiles émeutes de Lyon, il écrit à Charles Weiss : «Ce sont les déclamateurs libéraux tant vantés qui, en vantant sans cesse le progrès des lumières, ont enivré la populace d'une vanité délirante et lui ont appris à se livrer à toutes ses passions comme à des inspirations généreuses».

Si déjà, à cette date — c'est encore un jeune homme — son idée est précisée, ses termes du

moins sont encore modérés. Mais après l'échec de la révolution de 48, qui, nous le verrons, lui fut très sensible, le ton s'exaspère, et le mépris éclate.

«Ah mes petits Gaulois pilleurs et babillards, bourgeois bouffis, paysans avarés, prolétaires stupides il vous faut du pouvoir, et de l'Empire et de l'argent quand même !... De l'honneur, de la Justice, de la bonne foi, vous ne vous en souciez point ! Expiez maintenant, expiez, je vous souhaite 2 ans de ce régime» (3).

Toute la rancœur du Pamphlétaire contre ceux dont la lâcheté a permis l'échec de 1848 est contenue dans cette phrase. Notons que Proudhon y réunit dans son parfait mépris la bourgeoisie et le prolétariat. Puis, c'est au dogme de la souveraineté du peuple qu'il s'attaque en 1853 ; il le déclare une « parfaite niaiserie ». Et le voici qui, généralisant de plus en plus, vitupère le suffrage universel lui-même dans son journal « Le Représentant » : (4)

«...Cette vieille puérilité du suffrage universel», comme il l'appelle le 29 avril 1858 ; — « Le suffrage universel a menti au peuple » (3 mai) ajoute-t-il ; et il va jusqu'à affirmer : « L'urne populaire est encore au-dessous de la Sainte Ampoule mérovingienne » (5).

Est-il étonnant, dans ces conditions, de l'entendre reprendre ses propositions colériques dans ses livres, d'une manière plus posée peut-être, mais

(3) Lettre du 23 février 1852. (Corresp. t. IV, p. 210).

(4) Article du « Représentant » de 1858.

(5) id.

d'autant plus déterminante. On ne peut omettre de citer à cet égard deux brefs passages de son ouvrage : «Solution du Problème Social», rédigé pourtant dans la fièvre de 1848.

«Le suffrage universel, c'est l'athéisme politique dans la plus mauvaise signification du mot, comme si, de l'addition d'une quantité quelconque de suffrages pouvait jamais résulter une pensée générale» (6).

Et enfin, cette formule courte, mais terrible :

«Le moyen le plus sûr de faire mentir le peuple est d'établir le suffrage universel» (7).

Après cela, on ne peut discuter ses sentiments à l'égard de cette conception politique, et l'on ne s'étonne plus de la violence qu'il employait encore contre elle peu de temps avant sa mort.

«Toute cette démocratie me dégoûte... Elle a ses dadas, ses tics et ses chics ; elle veut qu'on la gratte là où la vermine la démange, mais elle n'entend pas qu'on la peigne ou qu'on la dégrasse...»

«J'ai bien envie de tomber à bras raccourcis sur cette tourbe» (8).

Il est difficile, sinon impossible, de trouver dans toute la littérature anti-démocratique, paroles plus sévères et plus méprisantes. Or, ces citations sont choisies parfaitement au hasard. et l'on pourrait en faire beaucoup d'autres du même genre.

(6) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 633 (Edit. de 1868).

(7) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 48.

(8) Lettre du 18 septembre 1861. (*Corresp.* t. XI, p. 196).

Afin de poser de manière précise le problème qui nous occupe, il importait de citer Proudhon lui-même, en prenant des exemples à la fois dans sa correspondance et dans ses livres. D'ailleurs, chose curieuse, pas de divergences sur ce point. Alors que sur sa doctrine politique positive, nous trouverons quelques flottements, rien de tel ici. C'est bien à la démocratie, au pouvoir populaire, essentiellement au suffrage universel qu'il en veut, et il ne s'en cache pas.

Par conséquent, une idée s'impose à notre esprit ; ce n'est pas par hasard qu'au cours de toute une vie, un homme comme lui attaque aussi régulièrement une doctrine politique. C'est au contraire parce qu'il a réuni contre cette doctrine tout un faisceau de preuves et d'arguments capables d'étayer une accusation formelle. C'est cette théorie que nous allons chercher à dégager.

*

* *

Mais, avec Proudhon, rien n'est si simple. Etant donné le caractère profondément paradoxal de l'auteur de tant de pamphlets, il faut se poser cette question liminaire : en attaquant ainsi la Démocratie, que ses propres amis prônaient si fort, Proudhon n'a-t-il pas cédé tout d'abord à un désir quelque peu enfantin de déplaire et d'étonner plus qu'à une pensée profonde ? N'est-ce pas ainsi qu'on peut expliquer le plus simplement la divergence entre ses doctrines sociales et ses théories politiques ?

Proudhon lui-même semble admettre cette thèse : «La vérité a bien des faces diverses, écrit-il (9). Je ne hais nullement un auteur sujet à se contredire pourvu qu'il le fasse de bonne foi et non par bêtise. Voilà pourquoi je m'inquiète si peu des contradictions, apparentes ou réelles, qui peuvent se rencontrer dans mes dernières publications».

Ainsi, l'auteur avoue ses contradictions, *apparentes ou réelles*, précise-t-il. Mais ne nous laissons pas arrêter par cette apparence et cette solution trop facile du problème. Au-delà de ces contradictions, d'ailleurs discutables, mais plus verbales que profondes, nous verrons se dessiner cependant une ligne de pensée très serrée, quoique pas toujours très claire au premier abord.

M. Hubert Lagardelle, qui appelle Proudhon : «de plus riche, sinon le plus ordonné de nos maîtres», emploie à son égard une formule saisissante : «C'est un torrent plus souvent trouble que limpide. On peut tout y prendre...» (10).

Essayons donc de nous y reconnaître dans ce flot tumultueux, d'autant plus vigoureux que Proudhon avait au début de sa carrière, dans une très belle image : «Mon malheur est que mes passions se confondent avec mes idées : la lumière qui éclaire les autres hommes, me brûle» (11).

Proudhon fait montre ici d'une belle sincérité ; mais on ne peut dire qu'il exagère ; dans toute son œuvre, il fait souvent preuve d'un terrible parti-

(9) Lettre du 4 mars 1863. (Corresp. t. XII, 332).

(10) H. Lagardelle : «Mouvement Socialiste» : Janv. 1912.

(11) Lettre à Louis Blanc : 8 avril 1848. (Corresp. t. II, p. 305).

pris, et surtout au point de vue critique. Quand il croit avoir trouvé une idée fausse, avec quelle puissance déchaînée et parfois aveugle ne s'acharne-t-il pas à essayer de la détruire !

Ainsi donc, dès l'abord, nous allons être quelque peu gênés à la fois par les parti-pris de Proudhon, et plus encore par ses contradictions, mais nous avons dit qu'au delà des unes et des autres on pouvait déceler sa doctrine : nous nous y efforcerons dans le chapitre III.

Auparavant, précisons le 2^e terme du problème : nous venons de voir de quel anathème Proudhon poursuivait le suffrage universel. Démontrons maintenant qu'il était pourtant un véritable révolutionnaire.

III.

PROUDHON REVOLUTIONNAIRE.

A vrai dire, quelle insulte à la mémoire de Proudhon que de nous croire obligés aujourd'hui de défendre en lui un qualificatif dont il s'est enorgueilli toute sa vie ! Ne s'est-il pas proclamé, dès 1841, et avec une certaine ostentation, rénovateur de la société, pressé de détruire l'ordre établi ? N'a-t-il pas jusqu'à sa mort, avec une persévérance que ses contempteurs pourraient lui envier, poursuivi cette idée première ?

Mais le monde a marché depuis. Tel qui, en 1848, était considéré comme un dangereux révolutionnaire, n'est plus jugé actuellement, après Karl Marx et suivant la propre formule du «Maître» que comme un «petit bourgeois». Au socialisme romantique de Proudhon, ses successeurs, qui ne veulent plus se déclarer ses disciples, ont cru devoir substituer un socialisme scientifique. Et comme les théories du vieux lutteur de 48 ont vieilli, on oublie même la puissance dialectique que craignaient si fort les bourgeois du Second Empire.

Il ne s'agit pas, dans le cadre limité de ce travail, d'étudier le système social conçu par Proudhon ; c'est d'ailleurs l'essentiel de son œuvre qui y est contenu, et celle-ci a été maintes fois exposée (12).

(12) Consulter notamment à cet égard, le livre de M. G. Pirou : «Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire» (1^o partie, chapitre II).

Mais puisqu'aujourd'hui il est des socialistes orthodoxes pour mettre en doute la qualité révolutionnaire de Pierre-Joseph Proudhon, il apparaît nécessaire de la préciser brièvement.

Il serait tout d'abord souverainement injuste d'oublier que toute la vie de Proudhon est un acte de foi révolutionnaire, qui entraîna par deux fois, pour le pamphlétaire, de sévères condamnations ; la seconde fut intégralement exécutée à Ste Pélagie.

Mais les théories — mêmes développées depuis l'ouvrage célèbre sur «La Propriété» — aboutissent toutes, si l'on veut y regarder de près, à la Révolution Sociale ; seulement cette dernière est présentée sous une forme qui nous déroute quelque peu au XX^e Siècle. Il ne faudrait pas en effet imaginer la révolution proudhonienne comme nécessairement violente. Elle sera dure pour les propriétaires, peut-être brusque, mais beaucoup plus probablement lente, progressive, et d'autant plus inéluctable.

Dans sa polémique avec Karl Marx, Proudhon refuse en effet d'agir par la violence «... parce que ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbitraire, bref une contradiction» (13).

Allant plus loin, Proudhon se refuse à sacrifier une classe pour en émanciper une autre, condamnant ainsi par avance toute «dictature du prolétariat».

Voici d'ailleurs un curieux passage qui pourrait justifier jusqu'à un certain point la condamnation de Karl Marx :

(13) Lettre du 17 mai 1846. (Corresp. t. II, p. 198).

«L'ouvrier ne se dit pas que le patronat, qu'il déteste, a aussi ses amertumes, que tout n'est pas vol dans la richesse acquise par des entreprises périlleuses, par des spéculations utiles, par une action loyale et intelligente des capitaux» (14).

Faire, même avec des restrictions, l'apologie du patronat, refuser d'agir par la violence même pour des fins réformatrices, n'y-a-t-il pas là de quoi faire suspecter la sincérité révolutionnaire de Proudhon? C'est bien ce qui est arrivé.

Et pourtant ! N'est-ce pas lui qui, avec une superbe un peu naïve, s'écrie en 1855 — souvenir de ses démêlés aux Assises — «Laissez parler le Procureur Général de la Révolution !»

Et le «Procureur Général» requiert contre la Propriété, qu'il accuse de tous les méfaits : On connaît la théorie, fondement même des doctrines proudhoniennes ; citons du moins ce passage d'autant plus frappant qu'il est plus modéré. «J'accorde la bonne foi, je reconnais l'hérédité, la possession, la prescription, le droit sacré au travail, l'intérêt même de l'Etat — mais enfin, pourquoi *cet abus* ?» (15).

La propriété est donc pour lui au moins un abus, surtout en ce qu'elle tend à créer l'inégalité sociale ; au total, il la condamne sans restriction, et avec elle le système tout entier qui en découle. C'est parce que le mal vient de cette propriété abominable qui, «répugne à la collectivité autant qu'à la

(14) P. J. Proudhon: Manuel du spéculateur à la Bourse, p. 40 (édit. de 1857).

(15) P. J. Proudhon: Théorie de la Propriété, p. 95 (édit. de 1866).

raison» (16) que la révolution — même si elle n'est en fait qu'une «évolution» — reste l'essence, le fondement de sa doctrine. A elle, il sacrifiera toutes les autres, il subordonnera plus exactement toutes les autres — nous le verrons bien en étudiant sa tactique politique.

Le problème consiste en effet pour lui à «trouver un état d'égalité sociale qui ne soit ni communauté ni despotisme mais liberté dans l'ordre et indépendance dans l'unité» (17). Ce qu'il résume dans cette formule plus précise : «terminons la révolution commencée en 89, en fondant l'équilibre économique et social... sur la république industrielle» (18).

Telle est donc sa pensée : la révolution politique est faite, ou du moins lui suffit pour le moment — il n'est que de l'améliorer — ; au contraire, la Révolution Sociale reste à faire entièrement, et il veut en être un des précurseurs.

Or, non seulement Proudhon travaille à la révolution, mais, ce qui est plus rare, il la croit prochaine :

«La Révolution sociale marche bien plus vite qu'il ne semble» (19), et il ajoute en 1864 : «Si chétif, que je sois, je vivrai assez longtemps pour assister à cette débacle». Quatre mois après avoir écrit

(16) P. J. Proudhon: *Théorie de la Propriété*, p. 67 (édit. de 1866).

(17) P. J. Proudhon: *Célébration du dimanche*, p. 151 (édit. de 1868).

(18) P. J. Proudhon: *Manuel du spéculateur à la Bourse*, préface p. 10 (édit. de 1857).

(19) Lettre du 15 avril 1864. (Corresp. t. XIII, p. 282).

ces phrases il mourait sans que son rêve se fût réalisé. Il faut ajouter que quelques années auparavant, il l'admettait et prononçait avec une étrange sécurité d'esprit :

«J'accepte l'ajournement du triomphe révolutionnaire, de 15, 20 ou 30 ans, s'il le faut, et je me contente de le préparer : celà suffit à ma subsistance et à ma gloire» (20).

C'est donc à ce «triomphe révolutionnaire» dans l'avenir que Pierre-Joseph Proudhon sacrifie tout, et même le présent.

Car, nous allons voir qu'il sacrifie entièrement le présent. Non pas seulement en ce sens, qu'avec un désintéressement absolu — qui ne fut d'ailleurs jamais contesté — il n'en espère rien pour lui-même. Mais aussi en ce qu'il ne cherche pas à améliorer d'une manière immédiate, mais superficielle, le sort de celui qui l'intéresse : l'homme du peuple, ou plus exactement : le travailleur.

De cela on a voulu conclure à la tiédeur de ses opinions révolutionnaires. De cette tactique profondément réfléchie et peut-être très juste, on a fait, pour les besoins de la polémique, une pusillanimité qui ne ressemble en rien à ce que nous savons de son caractère.

Proudhon ne mérite pas, de la part d'une fraction importante de ceux qui sont en réalité ses fils spirituels, ces injures toutes gratuites. Avec un talent incomparable et certainement plus original que celui de Karl Marx, il a travaillé toute sa vie — et

(20) Lettre du 13 septembre 1858. (Corresp. t. VIII, p. 190).

souffert souvent — pour la cause révolutionnaire. Cela ne l'a pas empêché, certes, d'attaquer une démocratie en laquelle d'autres révolutionnaires mettaient leurs espoirs. C'est peut-être pour cette dernière raison qu'il fut plus tard considéré comme suspect ; cependant il reste malgré le recul du temps et une véritable répugnance pour « l'action directe », le type même du Révolutionnaire qui effrayait si fort, et à si juste titre, ses collègues de l'Assemblée Nationale de 1848.



Après avoir posé ce problème qui oppose curieusement — au moins pour nos esprits modernes — Proudhon révolutionnaire sincère, et Proudhon anti-démocrate convaincu, souvenons-nous, pour essayer de le désoudre, que le caractère *absolu* du philosophe Franc-Comtois s'opposait à tout opportunisme.

En attendant le jour heureux où le prolétariat connaîtra le bonheur par l'abolition de la propriété, il importe peu à Proudhon que l'ouvrier obtienne un semblant d'émancipation par l'octroi du droit de vote. Il s'en défie bien plutôt, et nous verrons pourquoi. Mais surtout son caractère le pousse aux mesures extrêmes et par la même à la Révolution totale qui, dans son esprit, est à l'opposé de ce compromis perpétuel avec les hommes et aussi avec les idées, qui se nomme : l'Action Politique.

CHAPITRE III.

L'OPPOSITION A LA DEMOCRATIE.

I.

PROUDHON ET LES REPUBLICAINS.

Puisque nous avons posé en principe que l'esprit paradoxal de Proudhon ne suffit pas à expliquer la haine vivace qu'il nourrit contre la Démocratie ; puisque nous croyons qu'entre tant de théories diverses et parfois opposées, il existe chez lui une idée fondamentale, essayons de la dégager.

Or, une première explication de cette opposition se présente à l'esprit lorsqu'on connaît l'histoire personnelle de Pierre-Joseph Proudhon ; si ce dernier est l'ennemi de la Démocratie, c'est qu'il n'a jamais pu s'entendre avec les Démocrates de son temps.

Quel que soit en effet le Génie d'un penseur — et l'on ne peut contester que Proudhon, fût, d'une certaine manière, génial — celui-ci n'est qu'un homme soumis à toutes les réactions du sentiment, et du ressentiment, sur l'intelligence même. Dans le domaine des idées, qui devrait être parfaitement étanche, est-il beaucoup d'individus qui ne se laissent influencer par la personnalité de leur contradicteur ?

A n'en pas douter, Proudhon fut de ceux-là. Nous avons vu combien ses haines, comme ses amitiés, furent vivaces et trop profondes.

Or, par une rencontre singulière, mais explicable, Proudhon eut constamment maille à partir

avec les Républicains et les Démocrates qui, de 1830 à sa mort, représentaient pour bien des gens l'idée de Liberté. Il n'est pas indifférent à notre sujet — bien au contraire — de revenir rapidement sur les démêlés parfois retentissants que Proudhon eut avec les partisans de la République, et cela au cours de toute son existence (1).

Pierre-Joseph Proudhon n'a que 23 ans lorsqu'éclate l'insurrection de Lyon. Sorte de «commune avant la lettre», la révolte des «canuts» lyonnais tendait à faire retomber sur la jeune monarchie bourgeoise de Louis-Philippe la responsabilité d'une lourde misère comme jamais le prolétariat n'en a subie. Ces débuts du machinisme, après la disparition des organisations corporatives, faisaient de l'ouvrier une véritable bête de somme, qui ne connaissait pas — fût-il femme ou enfant — la journée de travail limitée et le repos nocturne.

Sous la direction de meneurs, la révolte de la Croix-Rousse s'attaquait donc au gouvernement, et fut par lui terriblement réprimée.

Or, Proudhon la condamne immédiatement. Lui qui pourtant nourrissait d'assez vifs ressentiments contre un état social responsable, à ses yeux, de ses difficultés de jeunesse, et qui l'empêchait de

(1) Il faut d'ailleurs remarquer qu'il ne s'est pas contenté de blâmer les républicains de son temps. De quelle façon ne traite-t-il pas deux illustres précurseurs: Rousseau et Robespierre! «Jamais homme, dit-il du premier, n'avait réuni à un tel degré l'orgueil de l'esprit, la bassesse des inclinations, la sécheresse de l'Âme, etc»... (Idée Gén. de la Rev., p. 124 et s.). Et voici pour le second: «Reptile! tartuffe de l'Etre suprême! misérable rhéteur!»... (ibid. p. 191).

révéler sa valeur, n'était pas partisan de ces révoltes politiques, et devait nettement la blâmer.

Aussi ne fût-il d'aucun des complots, d'aucune des protestations qui marquèrent le règne du Roi-Citoyen (2). Si dès 1840, il jette l'anathème sur la propriété, si en 1842, il passe aux Assises du Doubs (où il est acquitté), ce n'est pas parce qu'il a attaqué spécifiquement le gouvernement ; c'est à l'ordre social tout entier qu'il s'en prend.

Rien n'est plus typique à cet égard, que ses réactions devant la révolution qui éclata en février 1848.

La grande majorité des historiens considèrent aujourd'hui que la Seconde République se caractérise essentiellement — et se différencie de la première — par ses tendances et par ses réalisations sociales. Absolument contraire est l'opinion de Proudhon.

Dès les toutes premières journées d'émeute, il y participe avec une modération dont il se moque légèrement lui-même.

« J'ai à me reprocher encore, écrit-il, d'avoir arraché un arbre place de la Bourse, forcé un garde-fou boulevard Bonne-Nouvelle et porté des pavés pour construire des barricades. » (3)

Puis il reste chez lui, surpris d'abord, et quelque peu inquiet. Oui, le peuple a renversé la monarchie, mais ne va-t-on pas lui « confisquer » sa

(2) Le 8 janvier 1847, il s'inscrivait cependant à la loge maçonnique de Besançon.

(3) Lettre à M. Maurice, du 25 février 1848. (Corresp. t. II, p. 278).

Révolution, comme La Fayette l'a fait en 1830 au profit de la branche cadette?

C'est pourtant à lui, déjà connu pour ses opinions socialistes que quatre ouvriers «encore tout fumants de l'émeute» offrent le 26 février la direction d'un journal qui s'intitulera «Le Représentant du peuple». C'est lui aussi qu'on vient chercher et qu'on fait élire le 4 juin, lors d'une élection complémentaire à l'Assemblée Nationale.

Il s'est prêté à cet essai avec une joie mêlée de crainte et cette dernière ne tarde pas à se réaliser. Comment l'absolu, le fanatique Proudhon peut-il se plier, même dans une assemblée révolutionnaire, aux habitudes du parlementarisme? Pour lui, un ministère, un régime même sont peu de chose à côté de la vérité qu'il sent bouillonner en lui.

Et l'inévitable se produit. Nous avons déjà conté (4) comment, député depuis deux mois, dans une séance homérique (le 31 juillet), il se mit à dos tous ses collègues, non pas seulement par ses idées, mais par la manière aggressive dont il les exprima.

Le scandale qu'il a causé le ravit. Et s'il est injurié par une assemblée élue par le peuple, et qui vient de voter le suffrage universel, il n'est pas fâché de quitter tous ces «bourgeois» en claquant la porte et sans leur avoir mâché son mépris.

«Il faut avoir vécu, écrit-il, (5) dans cet isolement qu'on appelle une Assemblée Nationale pour con-

(4) Voir supra page 24.

(5) P. J. Proudhon: *Confessions d'un Révolutionnaire*, p. 169 (édit. de 1929).

cevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent.)»

De plus, par un trait particulier de son caractère, c'est à ses propres amis qui, à son sens, ont trahi leur idéal, qu'il réserve ses flèches acérées. Lui qui a commencé par dire : «La République est placée sous la tutelle de quelques honnêtes gens et de blagueurs de première force, mais d'une incapacité rare» (6), ce n'est plus du mépris seulement qu'il manifeste bientôt, mais de la colère. Parmi eux tous, il en veut plus spécialement à Ledru-Rollin et à Louis Blanc «cet hermaphrodite politique» qui, à son sens, a eu grand tort de faire partie d'un gouvernement qui n'est qu'en apparence ami du peuple.

Il résume toute sa querelle d'un mot : «Je suis systématiquement révolutionnaire, Louis Blanc est systématiquement contre-révolutionnaire.»

C'est qu'en effet, il désirait une profonde transformation sociale, et non pas seulement politique.

«L'ensemble des réformes demandées par l'opinion publique, écrit-il à cette date, prouve que c'était à la Charte bien plus qu'au ministère qu'on s'attaquait, c'était à quelque chose de bien plus élevé que la Charte, c'était à la Constitution même de la Société.» (7)

Comme de bien entendu, l'échec progressif des revendications sociales à l'Assemblée Nationale et

(6) Lettre du 25 février 1848. (Corresp. t. II, p. 278).

(7) Solution du Problème Social, p. 42 (Lacroix).

devant le pays parachève la désillusion qu'il avait pressentie. Après l'échec, en décembre, du candidat socialiste à la Présidence, sa défiance grandit à l'égard de la République.

«Certes, le progrès de la France s'accomplira, quoi qu'il arrive, par la République ou autrement ; mais il aurait pu s'accomplir tout aussi bien avec le gouvernement déchu tel quel et coûter beaucoup moins.

«...Tout en n'estimant pas le système vaincu hier, je n'ai pas grande foi au système d'aujourd'hui.

«Puisse-je me tromper, mais c'est de ce jour que date notre décadence.»

On croirait entendre un écho lointain des couplets désenchantés des Thermidoriens dans «La Fille de Madame Angot».

«C'était pas la peine assurément,
De changer le gouvernement !»

Mais pour le sérieux Proudhon, tout ne se terminait pas par des chansons ! Il a vu de près la conduite des Républicains en 1851, 1852 : sa colère n'hésite pas. C'est de belle manière qu'il fustige l'apathie inqualifiable du peuple de Paris, pourtant fier autrefois de ses opinions républicaines :

«Ce faubourg, tant caressé, tant prôné, n'a soufflé mot, c'est la troisième fois depuis juin... Canaille, trois fois canaille !... Il est évident pour moi que le peuple, partie la plus barbare et par

conséquent la plus rétrograde de la société, ne se soucie guère des grands sentiments civiques et veut être mené, jusqu'à complète éducation, à la baguette.» (8)

Nous le voyons ici, condamner sans équivoque ce peuple «bête monstrueuse» (9), comme il le nomme quelques jours plus tard. Et cela nous expliquera sa méfiance à son égard — d'autant plus tenace qu'elle est le fruit d'une amère expérience.

Mais il généralise ce sentiment et l'étend bientôt au parti républicain tout entier.

Pendant tout le Second Empire, avec lequel d'ailleurs il entretient des relations bien meilleures qu'on ne pourrait le croire, il s'irrite de voir la faiblesse, l'inutilité de ceux qui, en France, prétendent monopoliser l'esprit de liberté, c'est-à-dire les Républicains.

Car leur action dont la persévérance devait cependant dès avant la guerre de 1870, justement inquiéter l'Empire — lui semble mal dirigée. Qu'est-ce que tous ces complots, toutes ces intrigues, voire ces élections partielles, à côté du grand, de l'unique travail fécond, qui consiste à réformer la Société?

Les révolutions même le déçoivent dans leurs résultats :

«Que sont les révolutions de Thermidor, de Brumaire, écrit-il en 1854, de 1814 et 1815, de

(8) Lettre du 9 décembre 1851 à Mathey. (Corresp. t. IV, p. 131).

(9) Lettre du 19 décembre à Charles Edmond. (Corresp. t. IV, p. 144).

1830, de 1848 et 1851, qui défrayant tant les narrateurs et n'agitent le pays qu'à la surface, auprès des changements profonds, accomplis en moins d'un quart de siècle et que met à nu, sans phrases, une simple statistique, un brutal inventaire?» (10)

«...Qui n'agitent ce pays *qu'à la surface*,» écrit-il, et nous commençons à saisir sa pensée profonde. Ce travail politique n'est que superficiel, et par là-même insuffisant; il ne peut produire de fruits, être utile à la grande réforme sociale.

Et eux, les Républicains, dont il s'éloigne chaque jour davantage, eux qui engagent dans la voie politique les masses populaires dont ils ont pris la direction, se trompent dangereusement: «Ce sont les gens les plus arriérés de l'Europe,» écrit-il en 1861 et il ajoute dans la même lettre cette condamnation définitive qui résume sa pensée: ils sont pour lui «des vrais ennemis de toutes les libertés».

On ne peut guère s'étonner, dans ces conditions, de l'ardeur avec laquelle il combat — le mot n'est pas trop fort — les tentatives des Républicains.

Tentatives symbolisées par l'élection des «Cinq» en 1863. Tout le sépare d'eux — même ses théories de politique extérieure, ses attaques contre Garibaldi et contre la malheureuse Pologne. — C'est pourquoi il affirme lui-même la guerre aux Cinq, «bien déclarée, bien entamée, bien acceptée». (11)

(10) P. J. Proudhon: Manuel du Spéculateur à la Bourse, Préface, p. XI, (édit. de 1857).

(11) Lettre du 25 février 1863. (Corresp. t. XII, p. 305).

Rien ne dérouté plus un combattant que de sentir son voisin désapprouver ses gestes ; aussi tout le monde se dresse-t-il contre lui.

«En ce moment, écrit-il à la même époque, s'il plaisait au gouvernement de me faire un procès, j'aurais l'agrément de voir ma condamnation applaudie par les impériaux, les cléricaux, les orléanistes, les rouges, la presse en masse, la bohème littéraire et artistique, la bureaucratie, la magistrature et toute la gente candidate.» (12)

Remarquons bien ces derniers mots : «Toute la gente candidate» — condamnation implicite des Républicains et des démocrates mais aussi de la démocratie.

Si donc Proudhon fut l'ennemi toute sa vie des Républicains, s'il a lutté contre les Démocrates, était-ce seulement parce que son mauvais caractère l'éloignait de tous, et même de ses amis ? Ou, n'est-ce point plutôt parce que ses idées mêmes, ses idées profondes le séparaient d'eux ?

En d'autres termes, ce que Proudhon a combattu dans les Démocrates, n'est-ce point tout justement la Démocratie ? Plus que des opinions et des actes superficiels, n'est-ce point à des tendances profondes, à des théories fondamentales qu'il s'attaque ? Tel est le point que nous devons maintenant tenter d'éclaircir.

(12) Lettre à M. J. Buzon, du 30 avril 1863. (Corresp. t. XIII, p. 24).

II

MEFIANCE A L'EGARD DU PEUPLE.

La démocratie repose sur le pouvoir populaire. Il importe donc de savoir maintenant ce que Proudhon pense du peuple et de ses capacités politiques.

Certes, de ce peuple, il est issu, et nous avons vu au début de cette étude qu'il s'en flattait dans sa jeunesse. Mais a-t-il conservé à ce peuple toute l'amitié, toute la confiance qu'il lui témoignait jadis?

Toute l'amitié, oui. Toute la confiance — non.

Il est superflu, semble-t-il, de démontrer que toute la philosophie proudhonnienne est tendue vers l'émancipation, ou plus exactement l'amélioration du sort de ce que nous appelons aujourd'hui : le Prolétariat.

Ce peuple asservi, exploité, brimé, pauvre, il le plaint, certes, sincèrement. Avec cette générosité un peu ostentatoire qui est sienne, il n'hésite pas à écrire : «...Ce n'est rien pour moi de faire fortune tant qu'il existe des pauvres.» (13) (Le plus curieux est qu'il tint parole, peut-être un peu malgré lui.)

Mais ce peuple qu'il aime, il s'en défie, car il lui reproche deux défauts graves : son manque de culture et sa lâcheté collective.

(13) P. J. Proudhon : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, t. I, p. 199. (édit. de 1858).

Dès 1843 dans sa «Création de l'Ordre», il écrivait : «Il ne suffit pas que les électeurs votent, il faut qu'ils votent avec discernement.» Il songeait au suffrage universel qui devait être établi cinq ans plus tard. Nous savons déjà ce qu'il pense de cette institution démocratique. Citons encore ce savoureux passage :

«La Révolution de février a remplacé par le Suffrage Universel le régime censitaire ; encore le puritanisme démocratique ne s'est-il pas montré satisfait ; quelques-uns voulaient qu'on donnât le droit de voter aux enfants et aux femmes ; d'autres protestèrent contre l'exclusion des faillis, des forçats libérés et des détenus. Peu s'en fallut qu'on ne demandât l'adjonction des chevaux et des ânes.»

Si ce passage n'est pas extrêmement favorable aux théories féministes, il ne s'attaque pas non plus seulement au suffrage universel. Au-delà du mode de scrutin démocratique, il atteint l'électeur lui-même, c'est-à-dire l'homme du peuple, considéré comme politiquement insuffisant. Aucun doute ne peut subsister à cet égard après cette dernière citation :

«J'en ai assez de la vile multitude et des démagogues. C'est pour moi un aphorisme d'économie que la classe la plus pauvre, est, par-celà même qu'elle est la plus pauvre, la plus envieuse, la plus immorale et la plus lâche.» (14)

Soulignons la gravité de cette remarque : Il ne s'agit pas seulement là, dans l'esprit de Proudhon,

(14) Lettre du 26 avril 1852. (Corresp. t. IV, p. 266).

de déficiences intellectuelles, mais de défauts d'ordre moral(15).

C'est que le peuple, ce peuple du faubourg qu'il croyait animé de la «fibre révolutionnaire» a, nous l'avons vu, profondément déçu Proudhon quelque temps avant qu'il écrive cette lettre. Aussi, défiant, se laisse-t-il aller à ce jugement d'autant plus sévère qu'il reproche au peuple le malheur même qui le rend généralement plus à plaindre qu'à blâmer; il lui reproche sa pauvreté.

Mais Proudhon ne se laisse pas emporter ici par le sentiment. Si la pauvreté diminue l'homme, que l'homme pauvre ne se mêle pas de la conduite des affaires publiques! Tel est incontestablement son idée.

Il faut bien reconnaître qu'ici Proudhon manque de générosité; quelle curieuse antithèse entre la belle profession de foi citée au début de ce travail et le fait qu'il se déclarait, à cette même date de 1837: «fatigué de la profession précaire et misérable d'ouvrier»; (16) il vint très certainement à se considérer plus tard comme appartenant à une élite intellectuelle, dont le rôle social — le rôle réformateur — était essentiel. Mais s'il acceptait pour lui et ses pareils la charge du pouvoir politique, il la refusait au peuple ignorant.

(15) Il est juste de noter que Proudhon accusait davantage les «meneurs» que les «menés». En somme, l'ouvrier vaut mieux que ses «meneurs» écrivait-il le 25 février 1848. (Corresp. t. II, p. 278).

(16) Lettre à l'Académie de Besançon, 31 mai 1837. (Corresp. t. I, p. 32).

Il la refusait surtout au peuple «lâche», comme il l'a écrit souvent, nous l'avons déjà vu. C'est l'apathie des Parisiens après le coup d'Etat qui avait parachevé un mépris né de l'échec final de la Révolution de 1848. Proudhon ne se rendait d'ailleurs pas compte de ce que la lassitude de 1852 venait justement de l'insuccès de 48. A quoi bon, pensaient les Républicains, faire des Révolutions qui profitent aux monarchistes? Mieux vaut attendre notre heure.

Tant d'hésitation, de subtilité, de politique, n'étaient pas du goût du bouillant Comtois. Si le peuple hésite à défendre sa Liberté, c'est qu'il est indigne de ce suprême bienfait : il n'est pas mûr ; par conséquent, il ne saurait se conduire seul.

Ce peuple est donc ignorant ; il a fait preuve de sa lâcheté. On voit cependant percer çà et là, dans l'œuvre de Proudhon, une tendresse réelle, quoique souvent refoulée pour ceux «qu'il se plaisait à nommer ses frères et ses compagnons».

Il n'en est pas de même pour le gouvernement, ou d'une manière plus générale pour l'Etat, Moloch dangereux qu'il a maintes fois tenté d'abattre.

III

HAINE DE L'ETATISME.

Comment Proudhon conçoit-il l'Etat? Il nous en a laissé une définition précise dans son grand ouvrage sur la «Justice dans la Révolution et dans l'Eglise» ;

«L'Etat est une collectivité d'ordre supérieur, dans laquelle chaque groupe, pris lui-même pour individu, concourt à développer une force nouvelle qui sera d'autant plus grande que les fonctions associées seront plus nombreuses, leur harmonie plus parfaite et la prestation des forces, de la part du citoyen, plus entière.

«En résumé, ce qui produit le pouvoir dans la société et qui fait la réalité de cette société elle-même, est la même chose que ce qui produit la force dans les corps, tant organisés qu'inorganisés, et qui constitue leur réalité, à savoir le *rapport des parties*». (17)

Proudhon définit ainsi l'Etat idéal, ou du moins, dans sa meilleure acception, celui qui fonde tout son pouvoir, et nous ne saurions trop insister sur ce point, sur le *mutuellisme*, formule qui a inspiré tout un livre à M. Lagarde. (18)

(17) P. J. Proudhon: De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise, 4^e étude, p. 258. (édit. de 1931).

(18) E. Lagarde: La Révanche de Proudhon ou l'avenir du Socialisme mutuelliste. Paris 1905.

Il ne s'agit donc pas, il ne peut s'agir d'une hiérarchie quelconque, mais d'une sorte de contrat réciproque, qui s'apparente quelque peu au « Contrat Social » de Rousseau. La même expression est d'ailleurs employée à plusieurs reprises.

Proudhon précise son idée dans le même ouvrage :

« La force sociale aura donc pour caractère d'être essentiellement commutative, elle n'en sera pas moins réelle. » (19)

Mais tout est perdu aux yeux de Proudhon, et le contrat est nettement vicié lorsque paraît la hiérarchie, l'autorité ; M. Bouglé le remarque très justement quand il indique que Proudhon, apologiste pourtant de la Famille, est contre l'Etat-Famille car il y aurait dans ce cas subordination au lieu de réciprocité.

Mais l'Etat idéal, tel que le conçoit Proudhon, existe-t-il en fait, a-t-il jamais existé ? Non, répond notre auteur. Dans les Etats quels qu'ils soient, démocratiques ou monarchistes, la subordination est à la base du pouvoir qui s'exerce par le Gouvernement.

Ah, le Gouvernement, pour lui pas de circonstances atténuantes ! Le célèbre passage que voici le condamne sans appel :

« O personnalité humaine, se peut-il que pendant soixante siècles tu aies croupi dans cette abjection ! Tu te dis sainte et sacrée et tu n'es que

(19) P. J. Proudhon: *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, page 259. (édit. de 1931).

la prostituée, infatigable, gratuite, de tes valets, de tes moines, de tes soudards !

« Tu le sais, et tu le souffres !

« ...Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu... Être gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le Gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale ! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence de la République ! Hypocrisie... » (20)

Sous une forme aussi hardie que sa pensée, c'est

(20) P. J. Proudhon: *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 344. (édit. de 1924).

la plus complète condamnation du gouvernement en lui-même que Proudhon nous propose là ; on y sent déjà en puissance une théorie qui sera poussée jusqu'à son extrême conséquence logique : l'anarchie, c'est-à-dire l'absence même de tout gouvernement.

Telle est bien la pensée profonde exprimée dans «l'Idée Générale de la Révolution au XIX^e siècle». Proudhon admet qu'on jure félicité au pacte, mais «non à Dieu et à son prince... sur sa conscience» (21) seulement. Donc, plus de subordination, plus d'Etat dans la forme du moins où nous le concevons. «Frappez, frappez sur l'Etat», recommande-t-il à Darimon dans une lettre du 22 janvier 1850.

Or, il ne faut pas perdre de vue que cette notion d'Etat, si gravement attaquée, est compréhensive de la notion de Démocratie, considérée en tant que système de gouvernement. Nous saisissons déjà comment sa haine de l'Etat peut mener Proudhon à se défier de la démocratie ; nous le comprenons bien davantage après cette phrase lapidaire : «La démocratie est l'idée de l'Etat étendue à l'infini.» (22)

Ainsi se reserre la chaîne. Ennemi des Républicains, peu enclin à donner au peuple un pouvoir politique, opposé à l'autorité dans l'Etat, Proudhon arrive au quatrième stade de sa démarche critique ; il attaque la démocratie elle-même. Et il nous en donne ses raisons.

(21) P. J. Proudhon: *Idée Générale de la Révolution au XIX^e siècle*, (édit. de 1924), p. 345.

(22) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 68. (édit. de 1868).

IV

CRITIQUE DE LA DEMOCRATIE ELLE-MEME.

Cette démocratie, nous avons déjà vu de quelle manière il la flagelle et la réprouve. Cherchons maintenant ce qu'il lui reproche, et aussi, — soit dit en passant — ce qu'il en admet. Un livre de Proudhon nous éclaire très particulièrement à cet égard : c'est la «Solution du Problème Social», qu'il écrivit en 1848.

Tout d'abord, une erreur à ne pas commettre est d'imaginer Proudhon comme foncièrement opposé au principe de la souveraineté du peuple. Dans le livre où nous allons suivre pas à pas sa pensée, il affirme au contraire que l'*organisation* de cette souveraineté est «le problème fondamental de la liberté, de l'égalité et de la fraternité» (23). Mais ce problème est pratiquement pour lui très difficile à résoudre.

Proudhon pose d'abord une question : «Je demande, comme Rousseau : Si le peuple a parlé, pourquoi n'ai-je rien entendu?» (24) La Révolution faite, le peuple se tait.

Le principe même de la représentation du peuple se pose donc tout entier, et n'est pas facile à résoudre même par la démocratie.

(23) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, ch. II, p. 38, (édit. de 1868).

(24) *Ibid.* p. 37.

Pas même possible, ajoute Proudhon (25) : «...Et si je prouve que la démocratie n'est, ainsi que la monarchie, qu'une symbolisation de la souveraineté... que, loin d'être le plus parfait des gouvernements, elle est la négation de la souveraineté du peuple et le principe de sa ruine, il sera démontré que la démocratie n'est rien de plus qu'un arbitraire constitutionnel succédant à un autre arbitraire constitutionnel.»

La pensée de l'auteur ne peut être accusée d'ambiguïté ; c'est à la doctrine démocratique qu'il s'attaque cette fois, en lui reprochant en premier lieu de ne pas se différencier en pratique de la monarchie.

D'ailleurs, même si le peuple arrive à se faire entendre, par la voix de la démocratie, il peut parfaitement se tromper. Est-il véritablement apte à juger des questions souvent délicates qui lui sont soumises ? Rarement en vérité.

«Qu'attendre d'une représentation qui, sortie des commises plus ou moins complets, plus ou moins éclairés et libres, agissant sous l'influence des passions locales, des préjugés d'Etat, en haine des personnes et des principes, ne sera en dernière analyse qu'une représentation *factice*, produit du bon plaisir de la cohue électorale ?

«Nous aurons une aristocratie de notre choix, je le veux bien, à la place d'une aristocratie de nature ; mais, aristocratie pour aristocratie, je préfère, avec

(25) P. J. Proudhon : *Solution du Problème Social*, ch. II, p. 39, (édit. de 1868).

M. Guizot, celle de la fatalité à ce que le bon plaisir : la fatalité ne m'engage pas.» (26)

Voilà le premier reproche que fait Proudhon à la démocratie, il démontre avec une argumentation précise que la représentation populaire n'assure aucunement la souveraineté du peuple, comme l'affirment les Démocrates.

Rapprochons son idée de cette autre ; tirée de la «Capacité politique des classes ouvrières» : (27)

«La dignité électorale, dans notre société démocratique équivaut à celle de noble dans le monde féodal. Comment serait-elle accordée sans exception ni distinction à tous, tandis que celle de noble n'appartient qu'à un petit nombre?»

Or, les erreurs du peuple sont d'autant plus graves qu'elles deviennent article de foi par le seul fait qu'elles ont été proclamées bonnes. C'est pourquoi Proudhon écrit : «La fatalité ne m'engage pas» au lieu qu'il se sent engagé par un verdict populaire.

Et qui dira au peuple qu'il se trompe : «Qui osera lui dire : tu te trompes?» (28) Personne, certes, et ses erreurs iront s'aggravant.

Une objection des démocrates frappe alors Proudhon : «Le peuple n'a jamais été convenablement sollicité.» (29) Aujourd'hui, au contraire — en 1848

(26) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 48, (édit. de 1868).

(27) P. J. Proudhon: *Capacité politique des classes ouvrières*, p. 88. (édit. de 1924).

(28) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 44. (édit. de 1868).

(29) *Ibid.* p. 47.

— nous allons l'entendre parler, puisque nous établissons le suffrage universel.

Ce dernier est bien, certes, le moyen le plus précis que l'on ait trouvé de représenter la conception et le vote démocratique. Aussitôt le bouillant Comtois de préciser sa position :

«C'est de la théorie du suffrage universel que nous avons à juger ou, pour dire tout de suite toute ma pensée, c'est la démocratie que nous avons à démolir comme nous avons démoli la monarchie.» (30)

Arrêtons-nous un peu à cette profession de foi. Il est remarquable que Proudhon y confonde nettement — voire volontairement — «Suffrage universel» et «démocratie», le moyen et la fin. Il n'agira pas toujours de même et fera souvent ailleurs une distinction qui semble nécessaire. Mais ici, il veut que sa déclaration de guerre ne manque pas son but.

D'autre part, il précise parfaitement sa pensée en déclarant qu'il combattra la démocratie comme il a combattu la monarchie; il s'agit bien là pour lui de deux formes politiques de gouvernement; mais d'une seule forme sociale. Par conséquent l'une et l'autre sont *également* à rejeter, voire à combattre.

Pourquoi donc, dans ces conditions, continuer sur le terrain politique une lutte inutile? Parce que certains ont cru arriver au socialisme par la République? Folie, répond Proudhon, qui, à maintes

(30) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 47, (édit. de 1868).

reprises, signale dans son œuvre les antinomies entre la démocratie et le socialisme.

Remarquons à cet égard, et avant d'y revenir, ce passage très significatif :

«La démocratie est par nature aussi antipathique à la pensée socialiste qu'incapable de suppléer la royauté contre laquelle sa destinée est de conspirer toujours sans aboutir jamais.» (31)

Mais, en dehors de ces considérations de fond, il est à cette opposition des raisons de tactique. Nous la trouvons parfaitement exprimée dans les deux phrases ci-après :

«Il devient évident que la réforme sociale ne sortira jamais de la réforme politique; que c'est la réforme politique, au contraire, qui sortira de la réforme sociale.» (32)

Formule capitale à laquelle on ne saurait trop réfléchir si l'on veut comprendre l'attitude de Proudhon à partir de 1848 et même auparavant. Inutile de perdre son temps en soutenant les Démocrates; leur Révolution n'est que de façade. «Nous aurons la République, ou nous périrons une deuxième fois par la démocratie» (33). Ce n'est donc pas leur suffrage universel qui peut rendre le peuple heureux, mais la réforme sociale seule.

«Tous les systèmes électoraux sont des *mécaniques à mensonges*» (34) affirme Proudhon. Et il

(31) P. J. Proudhon: *Système des Contradictions économiques*, p. 40. (édit. de 1867).

(32) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 48. (édit. de 1868).

(33) Ibid. p. 49.

(34) Ibid. p. 50.

en vient logiquement à attaquer le principe même du suffrage universel : l'égalité devant l'urne.

« Dans vos *commices*, le suffrage d'un Arago, d'un Lamartine ne compte pas plus que celui d'un mendiant. » (35) En voici le résultat : « De quelque côté que vous considériez la démocratie, vous la verrez toujours placée entre deux extrêmes aussi contraires l'un que l'autre à son principe ; condamnée à osciller entre l'absurde et l'impossible, sans pouvoir se fixer jamais. » (36)

Comment s'expliquer cette charge à fond entre le principe égalitaire ? N'y a-t-il pas chez Proudhon, dans son système économique tout au moins, un appel constant à l'Égalité ?

C'est qu'à ce deuxième terme de la formule républicaine Proudhon préfère encore le premier. Continuons à le suivre dans sa « Solution du Problème Social » et nous y trouverons confirmation de cette idée :

« Je perd par le caprice d'un parlementaire le plus précieux de mes droits : la Liberté. Et le plus saint de nos devoirs, le devoir de résister à la tyrannie par la force, tombe devant la boule souveraine d'un imbécile. » (37)

Tout Proudhon est dans cette phrase. Son sens absolu de la liberté, plus importante à son sens qu'une égalité toujours relative. Ses théories sur le gouvernement : droit à la Révolution, sympathie pour l'anarchie. Et par-dessus tout cette idée,

(35) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 52.

(36) *Ibid.* p. 54.

(37) *Ibid.* p. 56.

image de son propre caractère, fait tout entier de contradictions et de paradoxes : mieux vaudrait un gouvernement tyrannique contre lequel la protestation par la force serait légitime, qu'un gouvernement issu théoriquement du peuple et dans lequel — son orgueil reparaît — on doit accepter les décisions même « d'un imbécile ».

Partant de ces principes, rien d'étonnant à ce qu'il aiguise son sens critique très acéré contre un régime qui ne lui plaît pas dont il décèle à merveille les imperfections, notamment ce fait que la démocratie est : « la tyrannie des majorités, la plus exécration de toutes. » Aussi en arrive-t-il à cette formule de condamnation définitive, qui ne nous étonne plus : « La démocratie est une des formes de l'absolutisme. »

Autre critique, assez originale ; le vote de tous amène dans le peuple de graves divisions, l'empêche de prendre conscience de son unité, et par là de sa force :

« Si la monarchie est le marteau qui écrase le peuple, la démocratie est la hache qui le divise, l'une et l'autre conclut également à la mort de la liberté. » (38)

Une fois encore, ce terme de « Liberté » est mis en vedette ; nous ne pouvons plus douter que ce soit là le critère même de ses doctrines politiques. En regard de ce bien suprême, qu'importe l'apparence du pouvoir donné au peuple ?

L'apparence seulement, d'ailleurs. Car si « la République est aussi opposée à la démocratie qu'à

(38) P. J. Proudhon : *Solution du Problème Social*, p. 62.

la monarchie» c'est que cette démocratie «est dans son point de départ une négation, dans sa forme une négation, dans son but encore une négation.» (39) Il la déclare «impuissante à résoudre la question sociale» et ce fait suffirait à la condamner dans son esprit.

Et pourquoi donc de si dures critiques? Parce que notre philosophe avait saisi déjà — et en cela il fût véritablement prophétique — l'influence considérable des puissances d'argent sur l'électeur. «De l'argent, de l'argent, toujours de l'argent voilà le nerf de la démocratie.» (40) Et il pense que le peuple, but en définitive de tous ses soins, n'est guère capable de résister à pareille influence.

Il est fort intéressant également de mettre en lumière une page dans laquelle Proudhon prévoit, comme s'il lisait dans l'avenir, les déviations qu'à fait subir à la démocratie, cette curieuse maladie que M. Charles Benoist nomme «électorite». Près de cent années après avoir été composée, elle porte vivant témoignage du génie incontestable du sociologue Franc-Comtois :

«La Démocratie encouragera la caisse d'épargne, développera l'assurance, créera une caisse de retraite, fera empierrer quelque route, reboiser quelque crête, draguer quelque rivière, reporter quelque terrain, logera aux frais de l'Etat quelques centaines de travailleurs pauvres. Pour cela, elle augmentera le budget de 600 millions, elle s'emparera de la grande, puis de la petite industrie, elle dé-

(39) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 68.

(40) *Ibid.* p. 75.

préciera les valeurs industrielles et commerciales, elle tarira la source des capitaux; elle affligera le travail libre, inquiétera la concurrence libre, tuera l'enseignement libre, menacera la consommation libre, proscrira le suffrage libre.» (41)

On reste confondu de la divination de Proudhon, en songeant à la date où fut rédigé ce réquisitoire. Et l'on est bien obligé de comprendre comment il en arrive à conclure: «La démocratie est plus chère que la monarchie; — elle est incompatible avec la liberté.» (42)

Par ailleurs; s'il craint la hiérarchie dans l'Etat, il se méfie plus encore de l'ingérence économique de celui-ci: «Tout service exécuté par l'Etat, constate-t-il, coûte en général 50 0/0 de plus qu'il ne vaut.» Curieuse remarque qui l'éloigne définitivement des partisans, si nombreux aujourd'hui, de ce qu'on appelle le «socialisme d'Etat».

La démocratie sous toutes ses formes est donc nettement, irrévocablement condamnée par Pierre-Joseph Proudhon. Non pas qu'il veuille refuser tous droits politiques au peuple. Il affirme le contraire à la fin d'un livre que nous avons cru devoir citer longuement, et presque page par page, pour bien montrer à cet égard le développement logique de la pensée Proudhonienne.

Mais dans toute sa vie et tous ses ouvrages, il reprendra les formules si clairement démontrées

(41) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 76.

(42) *Ibid.* p. 76.

dans cette «Solution du Problème Social» écrite en quelques jours après les journées de février 48.

Ce qu'il reprochait alors à la démocratie, c'est d'abord de n'être qu'une caricature grossière de cette souveraineté du peuple qu'il approuve au fond; c'est, en tant que gouvernement, de ne pas se différencier suffisamment d'avec la monarchie qui venait de s'écrouler.

C'est aussi de diviser le peuple, tout en flattant ses bas instincts plus que ses nobles désirs. C'est encore de le livrer à la puissance financière d'une bourgeoisie riche dès longtemps, et connaissant le pouvoir de l'argent sur ceux qui en sont privés.

C'est enfin et surtout, de donner le pas à l'Égalité politique sur cette profonde et réelle passion de Proudhon : la Liberté. Rien, à son avis, ne peut subsister de beau et de grand sans elle, qu'il voit sacrifiée aux vils intérêts de la foule.

Telle est la critique, souvent très sévère, parfois aussi très juste, dont le révolutionnaire Proudhon, le fils du tonnelier de Battant, accable la démocratie. Rarement celle-ci fut si gravement combattue, surtout par un homme en qui elle croyait trouver un allié.

Et c'est pourquoi ce dernier termine son «Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle» par les deux formules suivantes :

«La République au-dessus du suffrage universel.
La Révolution au-dessus de la République.» (43)

(43) P. J. Proudhon: *Solution du Problème Social*, p. 351, (édit. de 1924).

Mais qu'est-ce donc que cette République, différente, puisque supérieure, du suffrage universel? Quel est le système politique ébauché par Proudhon d'une manière positive? C'est ce qui nous reste à étudier, et par là nous achèverons en même temps de comprendre sa critique de la démocratie.

CHAPITRE IV.

ESSAI D'UN SYSTÈME POLITIQUE POSITIF

DE LA DEMOCRATIE A LA REPUBLIQUE.

Nous voilà donc encore obligés à une définition : celle de la République.

Cette République que Proudhon appelle de ses vœux, nous venons de voir qu'il la situe à égale distance d'un suffrage universel détesté, et d'une Révolution désirée. A n'en pas douter, il s'agit bien là de ce qu'il considère comme son système politique de prédilection — en attendant la Révolution économique.

Système politique devant dépendre étroitement d'ailleurs du système social, elle servira en effet de transition entre les régimes périmés et celui auquel il faut atteindre.

Si Proudhon reproche aux Révolutions en général — et à celle de 1789 en particulier — de ne pas s'occuper assez des problèmes économiques, il est assez réaliste pour comprendre qu'une action politique est cependant nécessaire. Ce contre quoi il s'élève constamment, c'est contre l'envahissement de l'économie par la politique, qui domine ce qu'elle devrait simplement servir.

Cette République, quelle sera-t-elle donc ?

Certainement tout d'abord une formule très générale, une traduction presque littérale de la formule latine : *res publica*. Mais, il est évident qu'ici,

il ne faut point trop s'arrêter aux querelles de mots ; pour nous qui examinons ces théories avec l'optique du XX^e siècle, République et Démocratie sont très exactement synonymes. Il n'en était certes pas de même dans l'esprit de Proudhon.

La solution — ou l'essai de solution — à laquelle il arrivera reflète bien ses tendances philosophiques, très fortement imprégnées par Hegel. Il alliera avec hardiesse des contraires, comme il l'a fait d'ailleurs plus nettement encore dans ses théories sociales.

Voici la définition qu'il donne lui-même dans la «Solution du Problème Social» :

«La République est l'organisation par laquelle toutes les opinions, toutes les activités demeurant libres, le peuple, par la divergence même des opinions, des volontés, pense et agit comme un seul homme...

«La République est une anarchie positive, c'est la Liberté... mère de l'Ordre.»

Bien entendu, elle sera à base de Liberté. Proudhon permettra même, eu égard à cette Liberté, à son vieil ennemi le Suffrage universel de relever la tête, au moins pour un instant, en déclarant : «Quelle est la formule de cette garantie politique et libérale ? présentement, le suffrage universel, plus tard, le libre contrat.» (1)

Jusqu'à l'Autorité qui trouve grâce devant lui ; dans son calepin, nous trouvons la note suivante

(1) P. J. Proudhon: Confessions d'un Révolutionnaire. Préface, p. 64. (édit. de 1929).

sur l'Autorité : «A-t-elle droit au respect? Oui, si élective, conventionnelle, temporaire.» (2)

Mais n'omettons rien de ces deux formules, si nous voulons ne pas en dénaturer le sens; le suffrage universel comme l'autorité, ne sont pas tolérés seulement dans les cas où ils favorisent la liberté, mais surtout parce qu'ils sont temporaires, transitoires.

C'est bien ainsi que l'entend Proudhon :

«Tant que la démocratie ne s'est pas élevée à la vraie conception du pouvoir, elle ne peut être, comme elle n'a été jusqu'à ce jour, qu'un mensonge, une transition honteuse et de courte durée, tantôt de l'aristocratie à la monarchie, tantôt de la monarchie à l'aristocratie.»

Mais tout cela changera; d'après son livre posthume sur la «Capacité politique des classes ouvrières» de 1865, écrit lors de la création de l'Internationale, tout cela change déjà, et voici pourquoi :

«La démocratie ouvrière fait son entrée sur la scène politique... Comme être collectif, moral et libre, elle se sépare des classes bourgeoises.»

Il ne faudrait point inférer de cette déclaration de Proudhon, que ce dernier songe à établir une sorte de dictature du prolétariat; nous avons déjà vu qu'il a souvent exposé les inconvénients qu'il trouve à l'oppression, sous quelque forme que ce soit, d'une classe par une autre. (3) Plus logique que le communisme actuel, il ne vise pas à ren-

(2) Calepin de Proudhon A. Javel 1832.

(3) Voir supra p. 72.

verser purement et simplement l'ordre des facteurs, en faisant de la classe opprimée celle des oppresseurs.

Non, ce qu'il veut entendre par là, c'est l'intérêt que présente l'entrée des ouvriers sur la scène politique en tant que parti *organisé*. Ce dernier mot, qui revient continuellement sous sa plume, marque bien son désir de créer une Société harmonisée, ce qui, pour lui, ne veut pas dire hiérarchisée.

Mais cette société, quelle qu'elle soit, on ne doit pas, il ne faut pas la construire de telle sorte qu'elle diminue ce bien considéré comme le bien suprême de l'individu — nous retrouvons le leit-motiv : — la Liberté !...

«Ce que le citoyen cherche dans le gouvernement et qu'il nomme Roi, Empereur ou Président, c'est la liberté...

«...Le problème n'est pas de savoir comment nous serons le mieux gouverné, mais comment nous serons le plus libre.

«Pour le reste, nous n'admettrons pas plus le gouvernement de l'homme par l'homme que l'exploitation de l'homme par l'homme.» (4)

Ici, les théories politiques rejoignent les théories sociales, et c'est pourquoi elles sont si précises et s'expriment dans une formule d'ailleurs assez heureuse.

Mais, au-delà du paradoxe verbal évident, on sent tout de suite combien difficile, combien extra-

(4) P. J. Proudhon: Confessions d'un Révolutionnaire. Préface, p. 62. (édit. de 1929).

ordinaire en pratique serait un gouvernement constitué sur ces bases ; on va le voir davantage en considérant rapidement la doctrine exposée par Proudhon à cet égard et symbolisée par la célèbre formule que nous rappelons :

«La République est une anarchie positive.» (5)

(5) P. J. Proudhon : *Solution du Problème Social*, p. 87. (édit. de 1868).

II

«LA REPUBLIQUE, ANARCHIE POSITIVE».

Une fois encore nos conceptions modernes nous gênent à priori pour comprendre ici la pensée de Proudhon. République, démocratie, socialisme, anarchie — autant d'idées théoriques de 1850 qui se sont depuis 80 ans précisées, concrétisées et cristallisées dans des formes de gouvernement — au moins dans des partis — après avoir beaucoup évolué.

Mais tout de suite, il est plus aisé de comprendre notre auteur en remarquant l'adjectif dont il a qualifié le substantif : une anarchie «*positive*» ne peut avoir que de très vagues rapports avec les idées anarchistes qui se sont répandues en Europe, au début du *xx*^e siècle.

Encore faut-il rechercher ce qu'il peut y avoir de commun entre deux doctrines qui, au moins, portent le même nom ; Kropotkine n'a pas appelé pour rien Proudhon «*père de l'anarchie.*» (6) Après ce que nous savons de ce dernier, nous pouvons facilement en conclure : ce qu'il a légué à l'anarchie moderne, c'est cette idée que la Liberté, bien suprême, n'est compatible qu'avec un gouvernement dans lequel la hiérarchie est remplacée par un régime de réciprocité entre les membres composant

(6) Lui-même se vante de s'être déclaré anarchiste dès 1840. (Principe fédératif, p. 105).

l'Etat : hiérarchie s'oppose donc essentiellement à anarchie, et au contraire ; «La liberté est anarchie», ainsi qu'il l'écrivait dès 1840. (7)

Et, poussant plus loin ce qu'il est difficile de ne pas juger comme un paradoxe, Proudhon en arrive à soutenir que le gouvernement même ne peut pas exister, car la Société ne peut obéir qu'à la Justice — sans intermédiaire. Bien entendu, il blâme l'existence des fonctionnaires, dont il s'efforce de démontrer «l'inutilité».

Il ne faudrait pas croire cependant que «l'anarchie positive» de Proudhon soit exclusive de toute idée de force. Il importe pour lui que l'Etat existe, mais il poursuit l'idée — pour ne pas dire la chimère — qu'il puisse exister un Etat dans lequel l'autorité ne sera pas pénible aux individus parce que librement acceptée par eux. (8)

«Qu'est-ce qui fait la réalité du pouvoir social? demande-t-il. (9) C'est la force collective.» Et il ajoute : «Les individus ne sont pas seuls doués de force, les collectivités ont la leur», se rapprochant cette fois des théories socialistes en général.

Mais, dans la même page, il fait remarquer que «la résultante de ces forces agglomérées, qu'il ne faut pas confondre avec leur somme, constitue la force ou puissance du groupe».

(7) P. J. Proudhon: De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise. 4^e étude, p. 257. (édit. de 1931).

(8) Ce qu'il reproche d'ailleurs à l'idée d'Etat, c'est que ce dernier ne représente que la valeur *extérieure* de la somme des êtres organisés. (Polémique avec Louis Blanc).

(9) P. J. Proudhon: Qu'est-ce que la propriété? p. 306. (édit. de 1864).

Cette phrase précise bien l'idée qui domine toute l'organisation politique conçue par Proudhon — et elle explique en même temps la défiance de celui-ci à l'égard du suffrage universel.

Il importe en effet à notre auteur de créer une société organisée et non pas inorganique, comme celle qui s'offre à ses yeux. Ce n'est pas la *somme* des forces, comme celle des suffrages, qui l'intéresse, mais bien la valeur, la «*résultante*» de tout cet ensemble. (10)

Pour assembler ces contraires éternels — autorité et liberté — le système qu'il propose est celui du contrat mutuel et respectif, qui aura pour but, dit-il, de créer «une force publique capable de vaincre toutes les résistances particulières.» (11)

Quel magnifique et séduisant programme ! Mais, on ne peut s'empêcher de se demander de quelle manière pratique on pourra le réaliser. Comment la législation serait-elle appliquée, par exemple, à ceux qui n'ont pas admis telle ou telle loi particulière ! Cela revient à poser la question philosophique de la morale sans obligation ni sanction — aussi insoluble, en vérité, que la quadrature du cercle !

A vrai dire, Proudhon ne s'illusionne pas toujours sur la valeur pratique de la théorie politique qu'il propose. Tout à la fin de sa vie, il écrivait ces lignes dans lesquelles un certain désenchantement perce à travers l'optimisme des idées :

(10) P. J. Proudhon: De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise, t. I, p. 480. (édit. de 1858).

(11) P. J. Proudhon: La Guerre et la Paix, livre II, p. 186. (édit. de 1927).

«L'ordre public reposant directement sur la liberté et la conscience du citoyen, l'*anarchie*, l'absence de toute autorité se trouve être le corrélatif de la plus haute vertu sociale et partant l'idéal du genre humain.

«Nous n'en sommes pas là. Il faudra des siècles avant que cet idéal soit atteint.» (12)

Magnifique idéal, certes, mais comme on comprend que Proudhon ne le conçoive possible que dans un très lointain avenir. Et comme cette phrase désenchantée diffère des promesses précises, immédiates qu'il fait ailleurs, des appels révolutionnaires qu'il a proclamés :

«O peuple de travailleurs, a-t-il écrit, peuple qu'on emprisonne, qu'on juge et qu'on tue ! peuple bafoué, peuple flétri ! Ne sais-tu pas qu'il est un terme même à la patience, même au dévouement?» (13)

Pris entre son optimisme naturel, et les impossibilités de son système politique (dont il ne peut faire totalement abstraction), Proudhon en tente alors une correction en y introduisant une idée complémentaire : le Fédéralisme (1862).

Formule nouvelle s'il en fut, surtout dans cette France de 1860 qui tendait de plus en plus vers une centralisation qu'elle a atteinte depuis. Fédéralisme dont le rôle «compensateur» explique et complète la théorie de l'anarchie positive.

(12) Lettre du 2 novembre 1862. (Corresp. t. XII, p. 219).

(13) P. J. Proudhon: *Système des Contradictions économiques*, chap. 7, t. I, p. 347. (édit. de 1924).

Pour Pierre-Joseph Proudhon, le fédéralisme contractuel doit unir des entités vivantes, sans les absorber. Il s'oppose ainsi nettement à Saint-Simon.

Il a compris en effet — et cette idée semble particulièrement juste — que pour éviter une puissance exagérée de l'Etat, il était peut-être plus profitable de s'attaquer à son organisation pratique qu'à ses principes philosophiques. C'est ainsi qu'il en arrive à concevoir un régime qui serait moins étroitement lié au pouvoir central, par là même plus libre, dans lequel chaque composant de l'Etat s'administrerait assez librement dans la masse commune.

On doit remarquer en passant, que cette idée de Proudhon a été appliquée, lors de la commune de 1871 : « Qui empêche, disait-il (14), que la commune aille jusqu'à se donner des lois ? ». Il est cependant probable que le réformateur eût blâmé les excès auxquels se livraient ceux qui appliquaient son propre système. (15)

Quoiqu'il en soit, voici comment il expose son idée dans le « Principe Fédératif » :

« En résumé, le système fédératif est l'opposé de la hiérarchie ou centralisation administrative et gouvernementale par laquelle se distinguent *ex aequo* les démocraties impériales, les monarchies constitutionnelles et les républiques unitaires. »

Il serait aisé de faire remarquer que cette idée de Proudhon — qui ne peut s'empêcher de lancer, en passant, une pointe à la démocratie, gratifiée

(14) P. J. Proudhon : Capacité politique des classes ouvrières, III, chap. 4, p. 285. (édit. de 1924).

(15) Voir à ce sujet : A. Desjardin : Proudhon, p. 230.

ici du qualificatif péjoratif « d'impériale » — peut-être facilement retournée ; on ne voit pas en quoi, en effet, il est impossible à une démocratie ou à une monarchie d'être fédérative ?

A vrai dire, le fédéralisme, qui relâche les liens unitaires, présente un danger encore plus grand dans une démocratie que dans une monarchie : c'est ce que laisse entendre un écrivain royaliste moderne, M. Louis Dimier. C'est lui aussi qui remarque le rôle « compensateur » du fédéralisme :

« Chez Proudhon, comme chez plusieurs autres, le régionalisme battait en brèche les objections de l'anarchie. » (16)

Au total, les théories politiques positives de Proudhon, qui nous apparaissent à la fois comme assez vagues et peu pratiques, sont toutes cristallisées autour de ces deux pôles : gouvernement à base d'un mutuellisme contractuel, et fédéralisme. Rien de vraiment semblable à la démocratie telle qu'on la concevait alors.

Il nous reste à voir, — et cela expliquera plus que tout l'attitude anti-démocrate de Proudhon — l'importance finale que ce dernier accordait à ses propres constructions de philosophie politique.

(16) L. Dimier: *Les Maîtres de la Contre-Révolution*, p. 288.

III

LA VRAIE REFORME DE PROUDHON.

Cette importance, en réalité, était mince. Nous allons en effet arriver à conclure que : la vraie réforme de Proudhon, ce n'est pas la réforme politique, mais la réforme sociale. Et celle-ci, si nous y regardons de près, est elle-même conditionnée par la réforme morale ; cela est tout à fait particulier à notre philosophe, considéré en tant que théoricien socialiste.

Pourquoi la société est-elle imparfaite ? Tout au fond de l'esprit de Proudhon une voix répond la vérité indiscutable : parce que l'homme n'est pas parfait lui-même. Il importe de mettre en relief cette franchise morale de Proudhon qui le classe à la fois parmi les vrais réformateurs — et parmi les utopistes.

Parmi les vrais réformateurs parce que seuls ont droit à ce titre les très grands esprits qui, sans négliger les questions sous leur aspect social, s'attaquent à la racine du mal, à la faiblesse, à la bêtise humaine. La doctrine du matérialisme historique a trop souvent éloigné les penseurs socialistes de cette juste conception.

Mais, parmi les utopistes aussi, parce que rien n'est plus difficile, rien n'est plus long — et par conséquent moins populaire — rien n'est plus aléatoire que ce lent travail de réforme par l'intérieur.

Pourtant, c'est bien à lui que songe Proudhon, lorsqu'il envisage l'Etat idéal «dans un lointain avenir» et chaque homme concourant volontairement au bien-être collectif, n'aliénant sa liberté particulière qu'en raison directe de l'intérêt général. (17)

Ce jour-là, mais ce jour-là seulement, nous serons arrivés à la «vraie démocratie», à celle qui s'élève à une plus haute conception du pouvoir et contre celle-là, il ne lancera plus d'anathème.

Seulement, Proudhon, Franc-Comtois réaliste, ne se laisse point toujours emporter par l'utopie. Il a goûté de l'action publique par la voie parlementaire. Sans y avoir trouvé aucun intérêt, son esprit s'est constitué petit à petit une doctrine, plus empirique que théorique, finalement assez habile.

Au fond, il l'a répété bien souvent, démocratie, monarchie, aristocratie, tout cela n'a pas grande importance, tout cela se ressemble. Qu'on reproche à ces différents systèmes de gouvernement d'être ennemis de la liberté, d'accord ; mais ce que Proudhon reproche au premier bien davantage, c'est d'entraîner dans de stériles luttes politiques le prolétariat.

De plus, ce peuple, il est très jeune encore, trop peu éduqué politiquement pour qu'on lui remette cette arme délicate qu'est le suffrage universel. Il l'animera de ses passions d'un jour, plus que de

(17) Il croit d'ailleurs — et c'est nécessaire pour compléter sa théorie — à la «perfectibilité indéfinie de l'individu et de l'espèce». — Et c'est bien par cette idée morale qu'il se sépare essentiellement des anarchistes modernes. (*Idee Générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 281).

ses raisonnements. Et s'il peut jamais s'élever jusqu'au gouvernement de lui-même, ce ne sera qu'après une longue éducation qui doit *précéder* toute réforme politique. (18)

Mais surtout, en se passionnant pour ces réformes politiques, le peuple perd son temps, car il est un autre ouvrage plus profond, donc plus urgent : c'est la réforme sociale.

Ah, celle-là, Proudhon, tout le long de son œuvre, s'y attache désespérément. N'oublions pas qu'il a vécu au milieu de ce XIX^e siècle qui fut pour l'ouvrier, au moment des débuts du machinisme, une époque d'effroyable misère. Si nous trouvons sous sa plume, à côté des pires insultes, tant de passages apitoyés sur le peuple, c'est qu'il en connaît, qu'il en a partagé les peines. C'est pour celui-là qu'il a tant écrit et tant bataillé. Aussi enrage-t-il quand il voit les forces prolétariennes s'user, se disperser dans des luttes politiques qu'il considère comme stériles.

Voilà pourquoi, si l'on veut aller au fond des choses, Proudhon «passe son temps à réagir contre l'entraînement démocratique», comme le dit justement M. Bouglé. (19) Voilà pourquoi, pour M. Dimier, «toute une philosophie de la contre révolution s'y ébauche.»

Toute une philosophie — peut-être pas. Il y a, dans ses attaques contre la démocratie, toute une part d'idées certes, qui est importante, et qui est

(18) «Personne n'était en mesure pour la République» écrivait-il en 1848 pour expliquer l'échec final de la Révolution.

(19) C. Bouglé: Sociologie de Proudhon, VIII.

sincère. Il a ramassé contre ses tares constitutionnelles et ses déviations presque fatales, les plus sévères et les plus justes reproches.

Mais, ces reproches ne sont-ils point nés précisément d'un regret de voir tant de force perdue pour une cause aussi inutile?

Inutile, voilà ce qu'apparaît finalement pour nous la démocratie jugée par Proudhon. Inutile plus que nuisible. Inutile parce que ne changeant rien en fait au sort populaire, qu'il faut à tout prix améliorer.

Même au prix d'abandons de forme en faveur de gouvernements monarchistes. Si Proudhon semble se «résigner à la monarchie constitutionnelle», comme le dit M. Desjardins, c'est parce qu'il y trouve un profit. Il va bien jusqu'à accepter de voir vivre le gouvernement de juillet «au moins encore 20 ou 30 ans, plus même, s'il en est besoin». (20) C'est enfin, pour cette raison pratique qu'il a eu avec Napoléon III, soit directement, soit par Morny, des rapports particulièrement cordiaux pour un révolutionnaire de son espèce. — Un certain opportunisme, en ce qui concerne la politique proprement dite, ne répugne donc pas à Proudhon.

Au terme de cette étude, au milieu d'ailleurs de contradictions, nous sommes arrivés à discerner chez un philosophe aussi absolu une certaine dose d'esprit pratique, voire utilitaire. Telle est la revanche de la vie sur le caractère.

Convaincu des défauts de la démocratie, il se-

(20) Correspondance, tome I, p. 13.

rait injuste d'oublier qu'il n'admire pas davantage la monarchie (21). Mais, ses attaques contre la première, d'une virulence que nous avons pu constater ici-même, nous étonnaient à priori parce qu'il s'efforce de «démolir», comme il le dit lui-même la cité républicaine au sein de laquelle tous les Révolutionnaires, les politiques, comme les sociaux, s'accordent à espérer une destinée meilleure que sous les divers régimes d'autorité.

C'est que, pour renverser les termes d'une formule célèbre, notre auteur, en cela très réaliste, ne trouve pas «la république tellement belle sous l'Empire». Il cherche uniquement comment réformer la société; il a vu qu'il fallait s'attaquer non pas seulement à son organisation, mais à l'esprit de ceux qui la composent. Va-t-il donc se livrer, se laisser enliser dans le travail le plus superficiel qui soit : l'action politique?

Que non pas ! Il n'attaquera pas les régimes monarchiques d'ores et déjà condamnés, lui semble-t-il, du point de vue révolutionnaire. Au contraire, il réserve ses meilleurs coups à ses amis, parce qu'il veut les convaincre; il montrera — et avec quelle verve ! — non seulement la lâcheté des «Républicains» du Faubourg qui n'ont pas sù réagir contre la création du Second Empire, mais encore la nocivité foncière du régime en lequel les révolutionnaires voient un progrès certain.

Considérant enfin l'avenir, Proudhon en arrive à se demander si ce régime démocratique, tant prôné

21) «Laquelle des formes gouvernementales préférez-vous ? — Aucune», dira-t-il, dans son «Petit Cathéchisme».

par ses amis, fera plus qu'un autre le bonheur de l'ouvrier, s'il sera donc une étape vers le meilleur régime social. Il en doute pour toutes les raisons exposées déjà. Que feront les prolétaires, même en possession du bulletin de vote? Quelles lois vraiment rénovatrices sortiront du Suffrage Universel?

Il est curieux de rapprocher cette idée d'une constatation de M. A. Thibaudet dans son livre récent sur «Les idées politiques de la France». L'éminent critique reconnaît (22) que, jusqu'à la guerre, la législation sociale de notre démocratie était nettement en retard sur celle des deux grandes monarchies voisines, l'une traditionaliste, l'autre quasi-absolue : l'Angleterre et l'Allemagne.

Les faits ne semblent pas avoir donné raison à Proudhon sur ce seul point. Quand il craint de voir l'action politique remplacer chez les masses et émousser l'action sociale, peut-on affirmer qu'il ait eu tout à fait tort? (23)

Le suffrage universel n'a-t-il donc été qu'un os à ronger donné au peuple pour tromper sa faim? N'était-il pas surtout prématuré, et ne valait-il pas mieux d'abord l'éduquer que de lui donner une puissance dont il ne sait pas se servir?

Cette idée, Proudhon l'a soutenue toute sa vie. Pour lui, l'ordre d'urgence du progrès politique et social était le suivant : éducation populaire d'abord, réforme sociale ensuite, réforme politique enfin. C'est tout le contraire que nous voyons se dérouler

(22) A. Thibaudet: *Les Idées Politiques de la France*, p. 22.

(23) Répétons que le Gouvernement politique ne doit être pour Proudhon que le serviteur de l'organisation économique.

sous nos yeux, et cela avec l'approbation même des socialistes, dont Proudhon fut l'un des précurseurs.

Les critiques de celui-ci contre la démocratie ont-elles donc fait faillite? Certes, non. Mais, par un coup du sort, ce sont les théoriciens les plus éloignés du socialisme qui s'en sont emparés, tandis que les disciples de Karl Marx, exagérant en cela la pensée du Maître, s'en éloignent de plus en plus.

C'est que la position politique des socialistes a singulièrement évolué depuis un siècle. Partis d'un programme révolutionnaire intégral, ils sont arrivés lentement, mais sûrement, à concevoir l'intérêt d'un ralliement à la démocratie parlementaire, du sein de laquelle ils se sont puissamment organisés.

Un divorce profond apparaît donc entre la masse des socialistes modernes et la pensée politique de Proudhon. Tandis que les premiers espèrent arriver au socialisme par la démocratie, le théoricien du XIX^e siècle les met en garde, dans son œuvre considérable, contre pareille aberration qui «embourgeoisera» l'ouvrier, sans faire avancer d'un pas le progrès.

Mais, l'intérêt d'une telle polémique ne reste pas mince. La question de la participation à la démocratie peut sembler résolue; le socialisme est aujourd'hui placé devant un autre problème qui en dérive directement : doit-il ou non participer au pouvoir?

Si les congrès internationaux discutaient il y a

trente ans la première question, ils agitent actuellement la seconde. Et les doctrines philosophiques auxquelles ils se réfèrent, sont toujours les mêmes ; deux tendances divisent le parti : d'un côté ceux qui veulent profiter des avantages du pouvoir pour socialiser l'Etat : de l'autre, ceux qui ne veulent entrer dans l'Etat que lorsqu'il sera socialisé. Ces derniers seuls peuvent se réclamer de la doctrine Proudhonnienne, sur le point que nous avons exposé.

Pour bien comprendre la portée de la critique de la démocratie chez Proudhon, il importe donc, dans un dernier chapitre, d'en constater les répercussions sur tous les mouvements qui, à un degré divers, s'en réclament, et plus particulièrement sur les tendances du socialisme contemporain.

CHAPITRE V.

INFLUENCE POLITIQUE
SUR LES CONTEMPORAINS

Il faut n'avoir jamais eu idée de la complexité et des contradictions continuelles dont est parsemée l'œuvre de Pierre-Joseph Proudhon pour s'étonner qu'aujourd'hui les groupements politiques les plus divers se réclament du grand philosophe Franc-Comtois.

Car, le fait est là ; du mouvement néo-royaliste de «l'Action Française» aux tenants absolus de l'anarchie, en passant par un théoricien radical-socialiste, M. Aimé Berthod, chacun trouve, ou croit trouver dans Proudhon quelques idées qui lui soient favorables.

S'il met en lumière ses contradictions, ce fait curieux montre aussi la prodigieuse fécondité cérébrale du fils du tonnelier de Battant. Il nous faudrait donc passer en revue tout l'échiquier politique moderne, pour considérer les partis qui peuvent plus ou moins se réclamer de son influence. Nous limiterons cependant notre étude à trois groupes particulièrement typiques : les deux extrêmes d'abord : l' «Action Française» et l' «Anarchie» ; — puis celui qui se proclame lui-même son héritier direct : le Socialisme.

I

PROUDHON ET L'«ACTION FRANÇAISE».

Il ne nous serait à vrai dire pas venu à l'idée de rattacher le mouvement du nationalisme intégral au réformateur franc-comtois, si l'«Action Française» elle-même n'avait désigné Proudhon comme un de ses maîtres spirituels.

Non content de mettre, paraît-il — nous empruntons ce renseignement à un livre de M. Bouglé — son portrait en évidence dans les bureaux du Journal, l'Institut d'Action Française, qui est le centre doctrinaire du mouvement, a placé Proudhon parmi les «maîtres de la contre-révolution», et cela par la plume autorisée d'un de ses professeurs, M. Louis Dimier.

Ce dernier déclare en effet, dans un livre qui n'est que la reproduction de son cours à l'Institut : (1)

«Toute une philosophie de la contre-révolution, qui s'y ébauche (dans Proudhon), découvre par endroits des membres achevés.»

En réalité, et ce point semble indiscutable, l'«Action Française» a trouvé chez Proudhon, renforcé par une autorité déjà ancienne, une brillante critique de la démocratie. Il est parfaitement hors de doute que peu d'auteurs ont en effet, criblé de flèches aussi acérées — et aussi dangereuses —

(1) L. Dimier: *Les Maîtres de la Contre-Révolution*, p. 282.

un système politique qui est à l'opposé de celui professé par M. Charles Maurras.

Mais, une fois abandonné le terrain de la critique, le terrain proprement négatif, il est vraiment difficile de trouver en Proudhon une théorie qui soit monarchiste. Nous savons qu'il a admis de travailler à la réforme sociale sous Louis-Philippe, puis Napoléon III, mais, celà uniquement par utilitarisme. — Mais, nous savons aussi par contre qu'il n'a pas plus d'estime pour le gouvernement monarchiste que pour le gouvernement républicain, puisqu'à priori il condamne tout gouvernement :

Il attaque le peuple? Certes. Aime-t-il pour autant la noblesse? Pas davantage.

«...On travaille à sauver les vieilles noblesses, à reconstituer les aristocraties, écrit-il. (2) Or, c'est le contraire que je demande... Il faut anéantir la noblesse polonaise, la noblesse hongroise, comme la noblesse russe. Il faut possessionner le paysan, l'ouvrier, le prolétaire, en France, en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Autriche et partout.»

Notons bien que cette idée est l'une de celles auxquelles il est arrivé à la fin de sa vie : la possession populaire, remplaçant la propriété aristocratique. Elle est donc le résultat de toute son œuvre. (3)

D'ailleurs, l'idée que Proudhon puisse être ré-

(2) P. J. Proudhon: *Théorie de la Propriété*, p. 66. (édit. de 1866).

(3) Cette question est traitée particulièrement dans le livre de M. Aimé Berthod: «Proudhon et la Propriété; un Socialisme pour les paysans».

clamé par les royalistes révolte littéralement ceux des socialistes modernes qui sont les plus directement héritiers de sa doctrine.

M. Hubert Lagardelle, dont nous allons citer fréquemment dans cette dernière partie la curieuse et intéressante revue : «Le Mouvement Socialiste», déclare que, dans Proudhon, «on peut tout prendre. Tout y prendre, sauf le royalisme.» (4)

Et il ajoute, dans le même article, ces lignes sévères :

«Il est écrit que la mémoire de Proudhon connaît toutes les disgrâces. Ce n'était pas assez d'un livre médiocre de M. Droz, d'un discours gouvernemental de Viviani et d'une brochure orthodoxe de Rappoport. Il y manquait les camelots du Roi.»

A y regarder de près, ce jugement semble un peu exagéré. On a tendance à ne considérer l'«Action Française» que comme un mouvement purement monarchique. En réalité, c'est à la suite d'études et de réflexions d'ordre général que MM. Henri Vaugois et Charles Maurras sont arrivés à constituer un système de gouvernement non *pour* le Roi, mais *par* le Roi. Telle est la conclusion de l'«Enquête sur la Monarchie» : le gouvernement national de la France ne peut être exercé que *par* la forme monarchique.

On peut comprendre par conséquent que dans un système très complet, puisqu'il s'attache aussi aux problèmes sociaux, voire économiques, les thèses proudhonniennes soient utilisables.

(4) Mouvement socialiste, N° de janvier 1912.

Mais c'est surtout, à n'en pas douter du point de vue critique que l'œuvre de Proudhon est utile à l' « Action Française » : dans ses attaques contre la démocratie.

Or, si notre auteur reproche à cette dernière son absence de liberté, il est difficile de soutenir que la monarchie en accorde beaucoup plus, et sur ce point Proudhon ne peut plus être suivi par les théoriciens de l' « Action Française ».

Il l'est bien davantage — et même avec excès, pourrions-nous dire — par les théoriciens les plus éloignés du nationalisme intégral sur l'échiquier des partis : les Anarchistes. Ce sont les rapports de ces derniers avec Proudhon qu'il nous faut maintenant étudier. -

II

PROUDHON ET LES ANARCHISTES

La parenté est cette fois beaucoup plus proche qu'avec les royalistes.

Sans s'arrêter seulement à une similitude de formes qui fait de Proudhon le fondateur de l'«Anarchie positive», les théoriciens actuels de cette doctrine se réclament nettement d'un homme qui, par ailleurs, avait connu les premiers d'entre eux à Paris, avant sa mort.

Ce fut le cas, par exemple, de Herzen, l'un des maîtres avec Bakounine de la doctrine nouvelle ; Proudhon avait rencontré Herzen après 1848, et une phrase de ce dernier est typique à cet égard : Il réclame, en effet, «une république intérieure ayant son siège dans l'esprit humain».

N'est-ce pas là très exactement la formule, parfaitement inapplicable d'ailleurs, qu'avait mise en avant Proudhon ? Car, cette «république intérieure» est justement celle qui permettra de supprimer l'indésirable gouvernement. La filiation est ici directe et indiscutable.

Une autre théorie de Proudhon, économique celle-là, fut reprise par l'anarchiste Most, dans sa «Freiheit» ; il s'agit de la suppression de la monnaie et de son remplacement par des «bons de travail». Cette vieille théorie Proudhonnienne a re-

trouvé un regain de vie grâce à la campagne des anarchistes modernes.

Ainsi, entre Proudhon et l'anarchie — qui, soit dit en passant, a conservé les principes fédéralistes — des rapports étroits n'ont cessé d'exister. L'un des plus célèbres parmi les anarchistes français, M. Reclus, s'est repenti comme lui «d'avoir été républicain au début de sa vie». Comme lui, par conséquent, il avait peu de confiance en la démocratie.

Mais cette influence, aussi réelle qu'elle paraisse, n'est plus aujourd'hui très importante. La première raison en est le discrédit certain dans lequel sont tombées les doctrines anarchistes, considérées comme trop uniquement négatives. Alors qu'à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, les Anarchistes étaient parvenus à troubler et à inquiéter sérieusement les divers Etats dans lesquels ils faisaient des ravages, il n'en est plus de même aujourd'hui.

La Russie, de plus, qui fut durant des années particulièrement inquiétée par le nihilisme, est arrivée aujourd'hui à une formule positive sociale beaucoup plus évoluée. Que faire de l'anarchie et de ses doctrines négatives, quand le communisme bolchévique propose des solutions positives infiniment plus précises?

D'autre part, il y a tout de même entre «l'anarchie positive» de Proudhon et les anarchistes d'aujourd'hui une différence profonde, voire fondamentale. Tandis que ces derniers nient non seulement l'existence de tout gouvernement, mais de toute mo-

rale, nous avons déjà vu que notre philosophe avait conservé de celle-ci au moins certains principes.

Et beaucoup plus importants, en vérité, qu'il n'apparaît à première vue. Cet homme qui avait placé en exergue de son livre «Des Contradictions économiques» la formule : «Destruam et aedificabo», restait pourtant nettement conservateur au point de vue moral. (5)

Lui qui a écrit tant de pages charmantes et pleines des sentiments les plus purs sur la famille, était loin de vouloir détruire cette «cellule sociale» comme la nommait le Play. Enfin il avait conservé au moins une formule de morale : «Au lieu d'un million de lois, écrit-il, une seule me suffit : ne faites pas à autrui ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse ; faites à autrui comme vos désirez qu'il vous soit fait. Voilà la loi et les prophètes.» (6)

Or, cette théorie à elle seule suffit à reconstituer une morale, et les anarchistes de son temps l'ont bien compris, qui le lui ont reproché. Eux, au contraire, avaient supprimé «toute obligation imposée à l'individu» dans la «République intérieure» de Herzen. Sur ce point, essentiel cependant, maître et disciples divergent si profondément qu'il n'est plus possible de trouver une filiation vraiment directe.

Parmi tous les partis politiques qui semblent donc se rattacher à Proudhon, nous arrivons par élimi-

(5) Voir à ce sujet le début de la I^{re} Partie de l'ouvrage de M. G. Pirou : *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*.

(6) P. J. Proudhon : *Idée Générale de la Révolution*, p. 205. (édit. de 1923).

nation à constater que le seul qui puisse véritablement s'en réclamer est le parti socialiste. (7) Encore allons-nous voir en terminant que cette pensée proudhonnienne, si riche et si variée, même au point de vue politique, ne s'impose qu'à une partie des théoriciens modernes de ce parti pour lequel la question de la démocratie reste un objet, aujourd'hui encore, de discussions, voire de divisions. L'influence des idées de Proudhon sur la démocratie mérite à cet égard une étude particulière, et d'un intérêt encore très actuel.

(7) Il serait plus juste d'écrire: les partis collectivistes, car nous parlerons également du parti Communiste.

III

PROUDHON ET LES SOCIALISTES.

Depuis quelque cinquante ans qu'existent, électoralement parlant, les partis socialistes, émanation dans chaque pays de la première internationale fondée par Karl Marx en 1864 (8), ils ont subi, comme tous les partis jeunes, et mis soudain en présence des réalités, une évolution continue.

Ce n'est point le lieu ici d'en faire l'historique, mais, pour arriver à la période contemporaine, il faut cependant dire quelques mots des discussions théoriques qui ont marqué le début du siècle.

C'est que le socialisme se trouve en pratique divisé constamment par une raison de tactique, et cela d'autant plus qu'il devient plus puissant. Parti fondamentalement, essentiellement révolutionnaire, le socialisme se voit, par la force des choses, vivre — et prospérer — dans un régime qu'il cherche, à priori, à détruire. Il est inévitable que deux tendances se fassent aussitôt sentir plus ou moins fortement : Faut-il que le socialisme, gardant sa farouche intransigeance révolutionnaire, attaque sans cesse le régime qu'il subit, répande sa propagande de l'extérieur, jusqu'au jour du bouleversement total?

(8) Aujourd'hui de la II^e, celle d'Amsterdam.

Faut-il, au contraire, que le socialisme s'achemine lentement, par une pénétration continue de l'organisme ennemi, vers la conquête du pouvoir jusqu'au jour où, ébranlé, miné par un travail interne, l'édifice capitaliste s'écroulera pour faire place à une civilisation nouvelle? Telle est l'alternative.

Or, ce problème essentiel du socialisme se ramène tout justement à celui que nous venons d'étudier chez Proudhon : Faut-il que le socialisme combatte — ou utilise — la démocratie?

Certes, il est des cas très particuliers, où il est arrivé à des partis socialistes, comme à Proudhon d'ailleurs, de pactiser même avec des monarchies autoritaires : tel fut le cas du socialisme allemand d'avant 1914. Mais, nous pouvons laisser de côté ce cas spécial, et d'autant plus qu'il n'existe plus guère en Europe de gouvernements autoritaires collaborant avec le socialisme. Limitons notre étude à l'attitude des socialistes en face de cette réalité qu'est le gouvernement démocratique.

La question est posée par M. Lagardelle, dans sa revue du «Mouvement socialiste», dans les termes suivants :

«Sera-t-il (le socialisme) absorbé par la démocratie, ou bien, *tout en utilisant la démocratie pour ses fins*, restera-t-il lui-même?» (9)

Il s'agit pour lui, bien entendu, de se diriger suivant son seul intérêt. Mais, peut-il utiliser la démocratie? En vaut-elle la peine? Est-elle surtout

(9) Mouvement Socialiste, p. 625. — 1902.

sur le plan socialiste? Quelles résonnances spécifiquement, proudhonniennes fait entendre alors M. Lagardelle! (10)

«L'avènement de la démocratie avait fait naître en France les plus grandes espérances... Hélas! le régime parlementaire et démocratique a abouti, non à la renaissance des mœurs politiques, mais à leur décadence.»

Voilà bien le danger, et comme il est intéressant de voir qu'il avait été, en quelque sorte, prévu par Proudhon. Pour lui aussi, la démocratie, de par sa constitution même, ne tiendrait pas les promesses qu'elle avait faites. Et pourquoi? Citons encore une ligne du même acticle de M. Lagardelle :

«Il s'agit donc de réduire progressivement le régime de la politique à des proportions normales.»

Pour cet auteur, comme pour Proudhon, l'inconvénient de la démocratie est donc de déplacer le problème, du terrain social qui est absolu, au terrain politique, qui est relatif.

Problème essentiel, qui a divisé, et qui divise encore le socialisme. Problème qui d'ailleurs a provoqué une intéressante controverse entre deux théoriciens éminents de cette doctrine : MM. Bernstein et Kautsky.

Il s'agissait alors de savoir si les socialistes seraient ou non «ministériels» — nous dirions aujourd'hui «participationnistes». Les avantages certains du pouvoir, même en ce qui concerne la pro-

(10) Mouvement Socialiste, février 1911.

pagande, valaient-ils l'inconvénient de perdre une attitude d'opposition systématique sur le terrain politique — et une possibilité d'action sociale plus développée, parce que plus libérée des contingences gouvernementales ?

M. Edmond Bernstein, dans le « Mouvement socialiste » du 1^{er} avril 1899, expose le point de vue des socialistes partisans d'utiliser la démocratie :

« La démocratie, écrit-il, est à la fois moyen et fin. Elle est le moyen qui permet le triomphe du socialisme, et elle est la forme sous laquelle il se réalise. »

Elle n'est donc pas son adversaire, mais son propre allié : et sur le terrain qui doit rester essentiel, le même théoricien ajoute « qu'elle (la démocratie) a montré sa puissance comme instrument de progrès social. »

Suit une citation du journal anglais « The Clarion » déclarant que la « création d'une vraie démocratie, est le devoir le plus pressant, essentiel. »

Comme nous voilà loin, cette fois, des thèses proudhonnienes ! Ce terme de « vraie démocratie » certes, nous l'avons trouvé sous sa plume. Mais, certainement pas dans le sens presque uniquement politique qui est celui de l'écrivain du xx^e siècle. Et que dirait-il, de cet autre axiome de M. Bernstein : « La dictature révolutionnaire n'est pas indispensable. »

Mais, dans ce même parti socialiste, d'autres voix se font entendre, opposées à ce dernier. A la suite de l'article de Kautsky, dans la même re-

vue (11), qui déclare qu'un pareil abandon «mènerait à la dissolution de notre parti», c'est Rosa Luxembourg qui fait (12) cette constatation, condamnation de fait de la démocratie :

«En Autriche, le suffrage universel se montre en grande partie comme une ceinture de sauvetage de la monarchie en perdition.»

Il semble, à vrai dire, que cette tendance soit celle qui ait toujours été la plus forte dans le parti socialiste; c'est elle, à n'en pas douter, qui fut cause de la scission de 1921, date à laquelle les plus fidèles partisans de l'action révolutionnaire considérée comme moyen unique de la réforme sociale, se mirent sous la dépendance du mouvement communiste établi en Russie depuis 1917, par les «bolchevicki» — littéralement, les majoritaires.

Or, cette tradition est certainement plus conforme, au moins quant à l'esprit, au vœu de Proudhon, que celle des socialistes actuels. Un Etat dans lequel — la Russie moderne le clame bien haut — les conditions économiques dominant toutes les autres, où le tracteur est roi, où l'ouvrier des «brigades de choc» est considéré comme faisant une meilleure propagande collectiviste que l'intellectuel et le journaliste, aurait plû à celui qui regrettait la domination de la politique sur l'économique.

En France même ses théories sur ce problème ont eu — et ont encore — de chauds partisans. Certes, Jaurès n'en paraissait pas très convaincu :

(11) Mouvement Socialiste, 18 mars 1899.

(12) Article du 15 juin 1899 (ibid.).

«La démocratie, disait-il, (13) tend à introduire la plus grande somme possible d'égalité entre les hommes.

«Donc, ou le prolétariat n'agira pas, ou il sera constamment mêlé à l'action d'autres classes. L'essentiel est qu'à travers cette mêlée... il agisse toujours avec sa conscience de classe.»

Cette idée, très habile en vérité, forme en quelque sorte charnière entre les deux théories extrêmes ; elle est bien celle du chef incontesté des socialistes français. Mais, au fond, elle penche en faveur de la démocratie, considérée comme un fait inéluctable, et à utiliser. Elle est d'ailleurs parfaitement naturelle chez un homme qui s'est opposé toute sa vie à l'extrémisme de son ami et rival, Jules Guesde.

Mais, il reste encore des théoriciens socialistes qui, se défiant de la démocratie, suivent l'axe proudhonien, et parmi eux, citons à nouveau M. Lagardelle :

«La tactique ministérielle, écrit-il dans sa revue (14), comme tout socialisme d'Etat, est une prime à la démagogie... Elle tend à déplacer le centre de gravité de l'action socialiste qui est, et doit rester dans la classe ouvrière, pour le porter dans les hommes politiques plus ou moins influents, qui lui sont favorables... Cela, nous l'avons déjà dit, a un nom : c'est le *crétinisme* parlementaire.»

(13) Conférence du 10 février 1900. (Mouvement Socialiste du 1^{er} Mars).

(14) Mouvement Socialiste du 15 juillet 1901.

De cette citation, nous pouvons retenir deux idées, qui caractérisent cette tendance, et la classent comme très proche de Proudhon : opposition au socialisme d'Etat, opposition à l'action parlementaire.

Certes, un point est commun à toutes les tendances : le socialisme doit toujours conserver sa conscience de classe. Mais, ceux qui, comme M. Lagardelle, veulent lui conserver toute sa force révolutionnaire, conçoivent parfaitement que son action politique étendue jusqu'aux responsabilités du pouvoir en régime capitaliste, jusqu'aux transactions continues auxquelles doit se résoudre pour gouverner un ministre, même socialiste, ne peuvent qu'affaiblir le rayonnement du parti. Cela d'autant plus, qu'à la gauche des socialistes, agit aujourd'hui sur le prolétariat la propagande du parti communiste, d'autant plus démagogique qu'elle est prête à accueillir tous ceux qui estimeront trop tiède la propagande du parti socialiste.

C'est pourquoi ce dernier reste aujourd'hui encore divisé sur le point de tactique parlementaire : la participation au pouvoir. Vieille querelle en vérité, qui n'est autre que celle de Louis Blanc et de Proudhon.

«Louis Blanc, écrivait ce dernier, représente le socialisme gouvernemental, la Révolution par le pouvoir, comme je représente le socialisme démocratique, la Révolution par le peuple.

«Un abîme existe entre nous.» (15)

(15) P. J. Proudhon : *Confessions d'un Révolutionnaire*, p. 200. (édit. de 1929).

Il faut ramener toutes choses à ses proportions : «L'abîme» n'existe plus, depuis Jaurès, entre les deux tendances du socialisme, car il ne s'agit plus apparemment d'une notion fondamentale et philosophique, mais d'une simple question de tactique.

A y regarder de près cependant, la discussion doctrinale reste toujours la même, et c'est en cela qu'elle nous intéresse : la divergence fondamentale entre les diverses nuances du socialisme — et cette fois, nous y comprenons le communisme — est sur le point de savoir s'il faut se rallier à un socialisme d'état, pratique et progressif, ou au contraire continuer l'action sociale révolutionnaire.

Les succès obtenus par le socialisme syndicaliste dans la pratique inclinent le parti actuel vers la première solution : Proudhon inclinait, au contraire, d'autant plus vers la seconde, qu'il avait vu l'échec de Louis Blanc en 1848.

Mais il y inclinait par-dessus tout par tempérament. Contre le socialisme d'Etat, il se dressait aussi vigoureusement que contre la démocratie, car l'un et l'autre étaient pour lui l'antithèse du bien suprême : La Liberté.

Là est la pierre de touche qui fait reconnaître amis et adversaires du sociologue franc-comtois. C'est l'idée que nous voudrions mettre en lumière en conclusion.

CONCLUSION

PROUDHON ET LA LIBERTE.

M. Albert Thibaudet, dans son livre si pénétrant et déjà cité, sur les «Idées politiques de la France», soutient que la devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité ; serait plus justement remplacée aujourd'hui par celle de Egalité, Laïcité, Raison. (1)

La thèse du professeur de Genève peut paraître quelque peu osée. A y réfléchir, elle est parfaitement justifiée par les faits.

Dans notre République Française du XX^e siècle, nous avons perdu petit à petit la notion même de Liberté. Une fois tous les quatre ans, le «peuple souverain» est appelé à donner son avis sur la politique générale. Mise à part une élite, de plus en plus restreinte, il vote suivant ses tendances familiales ou sociales, mieux encore, suivant l'opinion de son journal quotidien.

Or, la presse (2) — et Proudhon avait raison de le prévoir — n'est pas libre. Hormis quelques journaux d'opinion, elle appartient d'abord à de grands consortiums financiers, mais surtout au gouvernement qui agit particulièrement sur la grande presse

(1) A. Thibaudet: *Les idées politiques de la France*, p. 127.

(2) «Cette vieille haquenée de toutes les médiocrités présumptueuses» la définissait-il dans son «Système des Contradictions économiques», t. I, p. 319. (édit. de 1924).

dite d'information — dont l'opinion change avec le ministère; il suffit que la transition soit habile pour qu'aucun lecteur ne proteste.

Le Français moyen est-il plus libre en ce qui concerne sa fortune? L'inquisition fiscale est là pour le rappeler à la réalité. Est-il plus libre dans sa profession? Les médecins qui exercent par excellence une profession dite «libérale» vont tendre de plus en plus au fonctionnarisme par la loi des Assurances Sociales.

Cette même loi, dont le but de nécessaire prévoyance n'est d'ailleurs pas niable, embrigade à son tour tous les salariés. De leur naissance à leur mort, elle s'efforce de prévoir tous les accidents : maladie, chômage, qui peuvent atteindre l'ouvrier et l'employé. En contre-partie, elle exige chaque mois une part de leur salaire, livré de plus en plus à l'Etat.

A l'Etat dévorant, insatiable. A l'Etat qui envahit chaque jour une branche nouvelle de l'activité, et qui, en outre, sort perpétuellement de son rôle en s'imposant toujours davantage au monde économique.

Est-ce parce que cet Etat devient, un peu à notre insu, socialiste? Dans un sens, certainement. Du moins, si nous songeons à la formule de plus en plus insidieuse du *socialisme d'Etat*.

Socialisme d'Etat : vaste organisation de prévoyance qui, diminuant le risque, tue l'intérêt individuel, moteur de tout progrès. Socialisme d'Etat, solution paresseuse dans laquelle le flot montant des bureaucrates, au service d'une démocratie sta-

gnante, absorbe, lentement mais sûrement, les classes productives. (3)

Est-ce là ce qu'a voulu Proudhon? Cette uniformité dans la médiocrité, cette absence toujours plus grande de liberté? Pas le moins du monde. Et pourtant on l'en accuse.

Sous sa plume cependant, deux termes reviennent toujours, leit-motifs inlassables de sa pensée : Justice et Liberté.

Justice pour un peuple opprimé par l'industrialisme naissant, incapable de se conduire seul parce qu'ignorant, proie des classes riches qui l'exploitent, diminuant ses salaires pour accroître leurs bénéfices.

Liberté pour tous, les petits et les grands, de penser, d'agir dans un cadre large qui soutient sans l'étouffer, l'esprit et l'activité de l'individu.

Rapprocher ces deux idées des réalisations de la société moderne peut sembler étonnant, et pourtant on l'a tenté, comme on a imputé à Proudhon la responsabilité de l'organisation sociale qui se développe sous nos yeux.

Rien de plus injuste cependant, et l'étude que nous venons de faire de sa critique de la démocratie le prouve. Car, en y regardant de près, on est bien obligé de constater que, si le socialisme d'Etat s'implante lentement dans notre société contemporaine, c'est à la démocratie qu'il le doit.

Plus encore. La démocratie elle-même, comme le pensait Proudhon, n'est-elle pas devenue, par

(3) Le nombre des fonctionnaires en France a triplé (ou presque) durant les 50 dernières années.

son développement exagéré, l'une des causes de décadence de la liberté? Telle est la question que l'on ne peut éviter de se poser aujourd'hui. Cette démocratie que nous venons de voir condamnée en tant que gouvernement, n'est-ce point à elle qu'il faut imputer ce développement de l'Etat, nouveau Moloch insatiable; Etat qui, non content de remplir — assez mal d'ailleurs — ses fonctions de gendarme et de cantonnier, veut monopoliser l'éducation comme il envahit l'industrie, et va jusqu'à se faire médecin et assureur?

Que dirait, s'il revenait parmi nous, celui qui écrivit cette page admirable, déjà citée : «Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, etc...» (4) Toute l'exagération verbale à laquelle il s'était complû, prend aujourd'hui l'allure d'une sinistre prophétie.

C'est pourquoi, il nous faut revenir au maître sociologue, au petit pâtre Franc-Comtois qui avait acquis dans les libres espaces de sa province natale le sens de la liberté, lorsque nous pensons que dans la réforme nécessaire de la démocratie moderne, la première idée à rétablir est celle qu'il a servi toute sa vie.

Le Progrès que Proudhon appelait de ses vœux, est venu plus vite peut-être qu'il ne le pensait lui-même; avec le machinisme il a apporté aux ouvriers le chômage endémique; avec l'étatisme, il a unifié dans une médiocrité générale les producteurs et les parasites, créant la plus triste des égalités, celle

(4) Voir supra, chapitre III, p. 69.

qui se produit par la base ; avec le matérialisme enfin, il a diminué chez l'homme la valeur morale en laquelle Proudhon avait foi pour régénérer la société.

Quelle rançon ce progrès fait payer aujourd'hui à l'humanité, de laquelle — voilà le drame — on ne peut excepter le peuple ! Sans faire de paradoxe, on pourrait même soutenir que l'exaspération des besoins, qui est une des caractéristiques de notre époque, rend l'ouvrier de maintenant relativement plus malheureux que celui d'hier, bien que son confort ait certainement augmenté ; quant à l'organisation industrielle, elle tend à le réduire au rôle de machine perfectionnée. Que devient la « personnalité humaine » si chère à notre philosophe ?

Faut-il aller chercher un exemple jusqu'au cinéma ? Rien ne peut illustrer davantage ce que nous venons d'écrire que l'écrasante et mécanique précision de l'industrie moderne mise en lumière par M. René Clair, dans son film si pénétrant : « A nous, la liberté ! » Assimiler l'usine à une prison est d'une audace qui eut enchanté Proudhon !

Il eut été moins heureux de la manière dont ses successeurs utilisent son nom et ses idées. Avoir aspiré, durant toute son existence, à un régime de liberté, avoir prêché la Révolution — et aboutir aux excès d'une démocratie bureaucratique et au socialisme d'Etat, tel est le sort auquel est condamnée la mémoire du hardi pamphlétaire, auquel on impute maintenant la paternité de ce qu'il a renié toute sa vie !

Tel est le destin des écrivains trop féconds, dont l'intelligence toujours en action lance, un peu à tort et à travers, des idées souvent séduisantes, mais pas toujours exactes. Ils risquent un jour de se voir dépasser par les événements — et par les déductions de leurs successeurs —. Ils risquent de voir reléguées dans le passé les grandes idées qu'ils ont passionnément servies, tandis que d'autres, moins importantes à leurs yeux, peut-être même discutables, sont mises en lumière, et développées au point d'être rendues méconnaissables.

Pierre-Joseph Proudhon, passionné de liberté, et accusé aujourd'hui d'être un des précurseurs du socialisme démocratique, nous fait songer au mythe de Goethe dans lequel «l'apprenti sorcier», après avoir déchaîné par sa puissance magique les forces obscures contenues dans la nature, s'avère impuissant ensuite à réfréner leurs développements et leurs ravages.

Vu,

Vu,

Le Président de Thèse: Le Doyen de la Faculté de Droit:

ACHILLE MESTRE

J. BARTHELEMY

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Université de Paris:

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- P.-J. PROUDHON. — Oeuvres complètes, nouvelle édition de MM. Bouglé, et Moysset. Paris, Rivière, 1923, in-8°. 11 volumes parus en 1931.
- Correspondance, Paris, Librairie Internationale, in-8°, 14 vol.
 - Qu'est-ce que la Propriété?... Premier mémoire. Paris, Prévot, 1841, in-12.
 - Solution du Problème Social, Paris, Flammarion, 1868, in-8°.
 - Manuel du Spéculateur à la Bourse. Paris, 1857, in-13.
 - De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise. Paris, Garnier, 1858, in-16.
 - Théorie de la Propriété. Paris, Librairie Internationale, 1866.
 - Système des Contradictions économiques. Paris, Librairie Internationale, 1867.
 - De la célébration du Dimanche. Paris, 1868.
 - Lettres de P.-J. Proudhon, choisies et annotées par Daniel Halévy et Louis Guilloux. Préface de Sainte-Beuve. Paris, Grasset, 1929, in-16. pl.

- Correspondance de P.-J. Proudhon avec son cousin Melchior Proudhon, publiée par Maurice Lambert. Besançon, J. Jacques, 1910 in-8°.
(Ex-mém. Académie Sciences, Belles-Lettres, Arts de Besançon, 27 p.; année 1910.)
- A. BERTHOD. — P.-J. Proudhon et la Propriété; un socialisme pour les paysans. Paris, Girard et Brière, 1910, in-18.
- C. BOUGLÉ. — La Sociologie de Proudhon. Paris, A. Colin, 1911, in-16.
- Proudhon, Paris, Alcan, 1930, in-16.
(Réformateurs sociaux. Collection de textes.)
- A. DESJARDIN. — Proudhon, sa vie, ses œuvres, sa doctrine. Paris, Perrin et C^{ie}, 1896, 2 vol. in-16.
- L. DIMIER. — Les Maîtres de la Contre-Révolution. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1907, in-16.
- Ed. DROZ. — P.-J. Proudhon. Paris, Librairie des «Pages Libres», 1909, in-16.
- FAGUET. — Politiques et Moralistes du XIX^e s. Paris, Lecène et Oudin, 1891-1900, 3 vol. in-18 (T. III, p. 115).
- G. GAZIER. — Les maisons natales de Fourier et de Proudhon. Besançon, Dodivers, 1905, in-8°, 16 p.
(Ex-mém. Sté Emulation du Doubs, année 1903).

- P. GONNARD. — Histoire des doctrines économiques. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1921, 3 vol.
- E. LAGARDE. — La Revanche de Proudhon ou l'avenir du socialisme mutuelliste. Paris, Jouve, 1905, in-8.
- G. PIROU. — Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire. Paris.
- SAINT-BEUVE. — P.-J. Proudhon : Sa vie et sa correspondance (1838-48). Paris, Lévy 1872, in-18.
- A. THIBAUDET. — Les Idées Politiques de la France, Paris, Stock, 1932.
-

«Le Mouvement Socialiste» : Revue.
Années 1899-1912.

TABLE DES MATIERES

<i>CHAPITRE I</i>	pages
LA NAISSANCE DES IDEES	5
1. Le cadre social	6
2. Le milieu physique et l'éducation	13
3. La vie et le caractère	21
4. Les sentiments dominants	29
 <i>CHAPITRE II</i>	
POSITION DU PROBLEME	35
1. Qu'est-ce que la Démocratie?	36
2. Anathèmes contre le suffrage universel ..	40
3. Proudhon révolutionnaire	46
 <i>CHAPITRE III</i>	
L'OPPOSITION A LA DEMOCRATIE	53
1. Proudhon et les Républicains	54
2. Méfiance à l'égard du peuple	63
3. Haine de l'Etatisme	67
4. Critique de la démocratie elle-même ..	71
 <i>CHAPITRE IV</i>	
ESSAI D'UN SYSTEME POLITIQUE POSITIF ..	83
1. De la Démocratie à la République	84
2. «La République, Anarchie positive»	89
3. La vraie réforme de Proudhon	95
 <i>CHAPITRE V</i>	
INFLUENCE POLITIQUE	
SUR LES CONTEMPORAINS	103
1. Proudhon et l'«Action Française»	105
2. Proudhon et les anarchistes	109
3. Proudhon et les socialistes	113
 <i>CONCLUSION</i>	
PROUDHON ET LA LIBERTE	121
BIBLIOGRAPHIE	127

Imprimerie
des Editions Universitaires de Strasbourg

1a, Place de l'Université
Strasbourg

